

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

F. 97 — 3109

[C - 97/14281]

**10 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal  
relatif à la gestion du plan de numérotation**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le secteur des télécommunications subit des modifications profondes. C'est entre autre la conséquence de la politique de l'Union européenne visant à ouvrir entièrement ce secteur à la concurrence dès le 1<sup>er</sup> janvier 1998. L'Union européenne a pris de nombreuses initiatives réglementaires à cette fin, et d'autres sont encore en préparation. Le présent arrêté est à considérer à la lumière de cette évolution.

La numérotation des services de télécommunications est une des clés pour le développement efficace des réseaux de télécommunications. Un facteur déterminant pour la qualité et le succès des services de télécommunications sont les schémas de numérotation et d'adressage utilisés pour y accéder. Jusqu'à présent, ces schémas sont étroitement liés à la topologie du réseau. Les numéros et les adresses sont connectés de manière inhérente au routage et donnent des informations sur le prix d'une communication à l'utilisateur terminal. Grâce à l'apparition des réseaux intelligents, ces liens deviendront plus lâches.

L'espace de numérotation est l'ensemble des plans de numérotation avec leur interfonctionnement réciproque. Un plan de numérotation spécifique le format et la structure des numéros. Le plan international de numérotation est géré par le secteur de la Standardisation de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT-T). C'est là que sont définies les règles de base dont tous les pays du monde doivent tenir compte. La conception et la gestion du plan national de numérotation est dévolue, dans le cadre de l'ouverture des marchés de télécommunications, à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. La base en est constituée par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, modifiée par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 transposant les obligations en matière de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications découlant des directives en vigueur de la Commission européenne.

Un numéro donne accès à des services de télécommunications. Il peut contenir des informations sur le type de service (informations de la marque sur le service offert), le lieu de l'appelé (informations géographiques), l'opérateur ou fournisseur de services utilisés et sur le coût. Toutes ces caractéristiques ne doivent cependant pas toujours être présentes et certaines peuvent encore faire l'objet d'évolutions.

En outre, les numéros représentent une certaine valeur par eux-mêmes, vu qu'ils sont un bien rare. Cela est certainement le cas si on tient compte des frais énormes qu'entraînent des modifications de numéros. Une gestion très économe et rigoureuse s'impose donc absolument.

En ce moment, les numéros sont surtout attribués aux appareils terminaux. On évolue cependant de plus en plus vers le concept des numéros personnels. Les numéros ne sont alors plus attribués à des appareils, mais à des personnes. L'objectif final est que chacun reçoive un numéro propre, qui ne devrait plus jamais être modifié. L'utilisateur terminal pourrait alors être atteint via ce numéro personnel unique, où qu'il se trouve et quel que soit le service ou l'opérateur utilisé.

N. 97 — 3109

[C - 97/14281]

**10 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit  
betreffende het beheer van het nummeringsplan**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De telecommunicatiesector ondergaat ingrijpende wijzigingen. Een en ander is onder meer het gevolg van het beleid van de Europese Unie om de sector tegen 1 januari 1998 volledig open te stellen voor concurrentie. Daartoe heeft de Europese Unie reeds een groot aantal wetgevende initiatieven genomen terwijl andere nog volop in ontwikkeling zijn. Dit besluit moet gezien worden in het licht van de bovenvermelde evolutie.

Nummering van telecommunicatiediensten is een sleutel tot de ontwikkeling van efficiënte telecommunicatienetwerken. Een belangrijke bepalende factor voor de kwaliteit en het succes van telecommunicatiediensten zijn de nummerings- en adresseringsschema's die gebruikt worden om er toegang toe te krijgen. Deze schema's zijn tot op heden nauw verbonden aan de netwerktopologie. Nummers en adressen zijn inherent gekoppeld aan de routing en geven de eindgebruiker informatie over de kostprijs van een communicatie. Dankzij de opkomst van de intelligente netwerken zullen deze banden losser worden.

De nummeringsruimte is de verzameling van de nummeringsplannen met hun onderlinge interwerking. Een nummeringsplan specificeert het formaat en de structuur van de nummers. Het internationale nummeringsplan wordt beheerd door de Internationale Telecommunicatie Unie in de sector Standardisatie (ITU-T). Hier worden de basisregels gedefinieerd waarmee alle landen ter wereld rekening moeten houden. Het concept en het beheer van het nationale nummeringsplan wordt in het kader van het openen van de telecommunicatiemarkten de verantwoordelijkheid van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. De basis hiervoor wordt gelegd in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot omzetting van de verplichtingen die, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Commissie van de Europese Gemeenschap.

Een nummer geeft toegang tot telecommunicatiediensten. Ze kan informatie bevatten over het type dienst (merkinformatie in verband met de geleverde dienst), de plaats van de opgeroepene (geografische informatie), de gebruikte operator of dienstenleverancier en over de kostprijs. Al deze kenmerken hoeven evenwel niet altijd aanwezig te zijn en sommige zijn aan evoluties onderhevig.

Ook vertegenwoordigen nummers op zich al een bepaalde waarde, aangezien zij een schaars goed zijn. Dit is zeker het geval als men rekening houdt met de enorme kosten die nummerwijzigingen met zich brengen. Een uiterst zuinig en streng beheer is aldus absoluut noodzakelijk.

Op dit ogenblik worden nummers vooral toegekend aan eindapparatuur. Meer en meer is er een evolutie naar het concept van de persoonlijke nummers. Hierbij worden geen nummers meer toegekend aan apparatuur maar wel aan personen. De uiteindelijke doelstelling is dat iedereen zijn eigen nummer krijgt dat nooit meer hoeft gewijzigd te worden. De eindgebruiker kan dan via dit ene persoonlijke nummer bereikt worden, onafhankelijk waar hij zich bevindt en onafhankelijk van de gebruikte dienst en of operator.

Nous distinguons trois idées de base dans le présent arrêté, à savoir respectivement la sauvegarde des conditions d'une concurrence loyale entre les parties impliquées, la protection de l'utilisateur terminal et la gestion économe de cette ressource limitée :

- La répartition équitable de la capacité disponible est une condition absolue. Le développement de schémas de numérotation et les mécanismes de contrôle de ceux-ci sont conçus de manière à empêcher toute discrimination entre opérateurs et fournisseurs de services sur la base de blocs de numérotation. Cela comprend donc une gestion ouverte, transparente et à temps de la capacité de numérotation.

- Le développement d'une numérotation facile d'accès pour les services. Les schémas de numérotation sont développés de manière à ne pas constituer d'obstacle aux utilisateurs pour atteindre des services et d'autres abonnés. Cela peut être atteint par une harmonisation. La numérotation doit également favoriser le développement de services. Tant au niveau européen qu'international, de nombreux développements sont en cours (numéros verts internationaux, espaces de numérotation européens, systèmes de noms de domaines sur Internet) auxquels la Belgique devra répondre de manière active. En outre, il faut permettre l'introduction de systèmes autorisant les utilisateurs à conserver leurs numéros lorsqu'ils passent à un autre opérateur ou prestataire de services.

- Les numéros sont reconnus internationalement comme une ressource limitée et il faut dès lors être très économe lorsqu'on les attribue.

#### Commentaire des articles

L'article 1<sup>er</sup> ne nécessite pas de commentaire.

L'article 2 fixe les principes généraux pour la gestion des plans de numérotation. La procédure consistant à réserver d'abord la capacité, de l'attribuer ensuite, puis éventuellement de la retirer si les conditions prévues ne sont plus remplies, permet aux demandeurs de capacité de numérotation d'anticiper de manière flexible leurs besoins de numérotation pour leur planification commerciale dans un secteur en mutation constante. Cette méthode est aussi utilisée à l'étranger et est recommandée par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Le plan de numérotation est considéré comme une « ressource limitée » qui appartient au collectif et qui est géré par l'Institut. Là où c'est nécessaire, l'Institut peut, dans l'intérêt général, imposer des modifications et des ajouts à la structure. L'Institut doit cependant, dans la mesure du possible et pour autant qu'il ne soit pas porté atteinte à l'intérêt général, minimaliser les charges pour les parties impliquées. Il ne peut cependant être exigé d'indemnités pour des modifications de numéros imposées. Le § 3 prévoit que, compte tenu des limites techniques et opérationnelles, l'identification des services généraux des télécommunications doit l'emporter sur l'identification des opérateurs et des fournisseurs de services.

L'article 3 précise que le plan international de numérotation est géré par l'UIT. Il attribue de la capacité à la Belgique selon un certain nombre de recommandations, qui définissent les principes et les règles de base pour la gestion du plan de numérotation au niveau international. Cet article prévoit qu'en principe, l'utilisateur terminal sur le territoire belge doit utiliser cette capacité nationale attribuée. Les utilisateurs terminaux des services mobiles en déplacement ne doivent cependant pas remplir cette condition. En outre, de plus en plus de services sont numérotés dans des plans de numérotation internationaux ou européens. Un exemple : le service international des numéros verts. Pour répondre à ces développements, le Ministre a obtenu l'autorisation de déroger au principe énoncé au § 1<sup>er</sup>.

L'article 4 explique qui a droit à la capacité de numérotation. Le service générique pour lequel des numéros peuvent être directement attribués aux utilisateurs terminaux est celui visé à l'article 10 § 4. A terme, tous les services entreront en ligne de compte pour cela. Les entités définies à l'alinéa premier qui ne disposent pas de facilités de télécommunications propres telles que des appareils de commutation ou de transmission ne peuvent faire valoir de droits à la capacité de numérotation.

Les articles 5, 6 et 7 définissent d'une part les procédures et d'autre part les critères d'évaluation que l'Institut devra prendre en compte pour son examen technique. En outre, les conditions sont énumérées pour l'attribution effective d'une capacité de numérotation. Celle-ci est attribuée prioritairement au bénéficiaire de droits primaires. Ce n'est qu'au moment où celui-ci y renonce volontairement ou sur ordre de l'Institut, à la suite d'un non-respect des règles, que la capacité de numérotation peut être attribuée au bénéficiaire de droits secondaires.

In dit besluit onderscheiden we drie basisideeën, namelijk respectievelijk het vrijwaren van eerlijke concurrentievoorwaarden tussen de betrokken partijen, de bescherming van de eindgebruiker en het zuinig beheer van deze beperkte hulpbron :

- Het evenwichtig verdelen van de beschikbare capaciteit is een absolute vereiste. De ontwikkeling van nummeringsschema's en de mechanismen voor de controle ervan zijn zodanig dat discriminatie tussen operatoren en dienstenleveranciers op basis van nummeringsblokken onmogelijk wordt. Dit omvat aldus een open, transparant en tijdig beheer van de nummeringscapaciteit.

- De ontwikkeling van gebruiksvriendelijke nummering voor de toegang tot diensten. Nummeringsschema's worden zo ontwikkeld dat ze geen hindernis vormen voor gebruikers om diensten en andere abonnees te bereiken. Dit kan bereikt worden via harmonisatie. Ook dient nummering de ontwikkeling van diensten te stimuleren. Bovendien zijn er zowel op Europees als internationaal vlak talloze ontwikkelingen bezig (internationale groene nummers, Europese nummeringsruimtes, domeinnaam-systemen in internet) waarop België actief zal moeten inspelen. Bovendien moet men systemen invoeren die zullen toelaten dat eindgebruikers hun nummers kunnen behouden bij het overgaan naar een andere operator of dienstenleverancier.

- Nummers worden internationaal erkend als een beperkte hulpbron en men moet derhalve uiterst zuinig zijn met de toewijzing ervan.

#### Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1 behoeft geen commentaar.

Artikel 2 legt de algemene principes vast voor het beheer van de nummeringsplannen. De procedure om eerst capaciteit te reserveren, daarna toe te wijzen en eventueel als aan de opgelegde voorwaarden niet meer wordt voldaan, in te trekken, stelt aanvragers van nummeringscapaciteit ertoe in staat op flexibele wijze te anticiperen op hun nummerbehoeften bij hun commerciële planning, in een uiterst snel wijzigende telecommunicatie-omgeving. Deze methode wordt ook gebruikt in het buitenland en is aanbevolen door de Internationale Telecommunicatie Unie (ITU). Het nummeringsplan wordt beschouwd als een « beperkte hulpbron », die aan de overheid toebehoort, en die wordt beheerd door het Instituut. Indien nodig kan het Instituut in het algemeen belang wijzigingen en toevoegingen aan de structuur opleggen. Het Instituut dient wel in de mate van het mogelijke en voor zover dit het algemeen belang niet schaadt, de lasten voor de betrokken partijen te minimaliseren. Er kan evenwel geen schadevergoeding worden geëist voor opgelegde nummeringsveranderingen. § 3 bepaalt dat in de mate van het mogelijke, binnen de technische en operationele limieten, in eerste instantie de identificatie van algemene telecommunicatiediensten moet primeren op de identificatie van operatoren en dienstenleveranciers.

Artikel 3 bepaalt dat het internationale nummeringsplan wordt beheerd door de ITU. Zij wijst capaciteit toe aan België volgens een aantal aanbevelingen, die de grondprincipes en basisregels voor het beheer van het nummeringsplan op internationaal niveau definiëren. Dit artikel bepaalt dat de telecommunicatie-eindgebruiker in principe op het Belgisch grondgebied gebruik moet maken van deze toegekende nationale capaciteit. Aan die voorwaarde moet evenwel niet voldaan worden voor eindgebruikers van mobiele diensten in roaming toestand. Bovendien worden meer en meer diensten genummerd in internationale of Europese nummeringsplannen. Een voorbeeld hiervan is de internationale dienst voor groene nummers. Om in te spelen op deze ontwikkelingen wordt aan de Minister de bevoegdheid gegeven om af te wijken van het principe van § 1.

Artikel 4 geeft antwoord op de vraag wie recht heeft op nummeringscapaciteit. De generieke dienst waarvoor nummers direct toegewezen kunnen worden aan eindgebruikers is deze bedoeld in artikel 10 §4. Op termijn komen alle diensten hiervoor in aanmerking. Entiteiten zoals bepaald in lid 1 die niet beschikken over eigen telecommunicatiefaciliteiten zoals schakel- en of transmissieapparatuur kunnen geen rechten laten gelden op nummeringscapaciteit

De artikels 5, 6 en 7 bepalen enerzijds de procedures en anderzijds de evaluatiecriteria waarmee het Instituut rekening zal moeten houden voor haar technisch onderzoek. Ook worden de voorwaarden opgesomd voor de effectieve toewijzing van nummeringscapaciteit. De verkrijger van primaire rechten heeft de prioriteit voor de toewijzing van de gevraagde nummeringscapaciteit. Pas indien hij vrijwillig of op last van het Instituut, wegens het niet respecteren van de regels, hiervan afstand doet, kan de nummeringscapaciteit gaan naar de houder van de

Le même principe est d'application pour les droits tertiaires. Cette disposition vise à donner au demandeur la possibilité d'obtenir chaque fois une prolongation d'un an tout en maintenant l'ordre de priorité qui lui était conféré lors de l'acceptation de sa demande initiale. Les informations demandées à l'article 5 sont traitées de manière strictement confidentielle par l'Institut et sont limitées aux éléments pertinents nécessaires à l'examen de la demande.

Les dispositions de l'article 8 découlent du fait que les numéros sont considérés comme une ressource commune. L'obtention de capacité de numérotation doit plutôt être considérée comme l'obtention de droits pour l'utilisation de numéros pour une période limitée et fixée à l'avance. Le commerce des droits de numérotation obtenus est défendu. Les droits de numérotation peuvent bien être transférés (p.ex. à l'occasion d'une fusion), mais cela ne peut être une fin en soi.

L'article 9 règle les conditions pour une attribution temporaire de capacité de numérotation.

Les articles 10 à 15 fixent les structures de base de tous les plans de numérotation respectivement pour le réseau de téléphonie, le réseau de données commutées par paquets, les services électroniques de messagerie et de téléphonie et d'autres mécanismes d'identification. Ils sont essentiellement basés sur les règles fondamentales imposées par l'UIT. Tant le plan de composition des numéros que les règles d'interfonctionnement doivent être établis par l'Institut. Le premier chiffre dans la présentation d'un numéro national est le chiffre le plus significatif. Les parties concernées telles que les opérateurs, les fournisseurs de services et certaines entreprises privées peuvent demander des séries de numéros à l'Institut pour certains services. Dans un cadre étendu, ils ont la possibilité de choisir certaines séries et la quantité de capacité. Les chiffres d'un code de communication d'accès peuvent constituer la première partie d'une série de chiffres pour indiquer la destination finale sur un autre réseau. Cela peut être effectué par une procédure en une ou deux étapes. Dans la procédure en une étape, le numéro entier est transmis au réseau récepteur en même temps que l'identification de l'appelant. Dans la procédure en deux étapes, le trajet de conversation est utilisé pour transmettre les informations complémentaires requises. Les termes anglais « administration management domain », « relative distinguished names », « issuer identifier numbers » sont traduits en néerlandais par « administratieve beheersystemnamen », « relatief verdeelde namen », « identificatie nummers van de uitreikende instantie ». En outre, l'article 10 transpose les décisions 91/396/CE et 92/264/CE.

L'article 16 stipule que pour les services de secours, il est souhaitable que l'appelant s'identifie par son numéro de téléphone. L'Institut peut imposer les conditions techniques nécessaires à cette fin. En outre cet article transpose la décision 91/396/CE.

L'article 17 prévoit le contrôle et les sanctions éventuelles concernant cet arrêté.

L'article 18 décrit les conditions de paiement.

L'article 19 décrit les mesures transitoires nécessaires.

Les articles 20 à 23 ne nécessitent pas de commentaire.

Réponse et commentaire à l'avis du Conseil d'Etat.

L'avis du Conseil d'Etat a été suivi. Cependant, à l'article 5, le demandeur d'obtention d'une réservation de capacité de numérotation ne doit pas encore disposer d'une autorisation légale pour exploiter un service de télécommunications. Cette procédure vise à fournir aux candidats potentiels intéressés les garanties nécessaires concernant la disponibilité de la capacité de numérotation.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

secondaire rechten. Hetzelfde principe is van toepassing op de tertiaire rechten. Deze bepaling heeft als doel om de aanvrager de mogelijkheid te bieden een verlenging van zijn reservering van telkens één jaar te verkrijgen én daarbij de volgorde van voorrang te behouden die hem was toegestaan bij de aanvaarding van zijn aanvankelijke aanvraag. De in artikel 5 gevraagde informatie wordt door het Instituut als strict confidentieel behandeld en is beperkt tot de relevante elementen vereist voor het onderzoek van de aanvraag.

De bepalingen van artikel 8 volgen uit het feit dat nummers worden beschouwd als een gemeenschappelijke hulpbron. Het verkrijgen van nummeringscapaciteit moet eerder gezien worden als het verkrijgen van rechten voor het gebruik van nummers voor een voorafbepaalde periode. De handel in verkregen nummeringsrechten is verboden. Nummerrechten kunnen wel overgedragen worden (bijvoorbeeld bij een fusie), maar het mag geen doel op zich zijn.

Artikel 9 regelt de voorwaarden voor een tijdelijk toewijzing van nummeringscapaciteit.

De artikelen 10 tot en met 15 leggen de basisstructuren vast van de nummeringsplannen voor respectievelijk het telefoonnetwerk, het pakketgeschakeld datanetwerk, de elektronische berichten- en telefoon-diensten en diverse andere identificatiemechanismen. Ze steunen essentieel op de basisregels opgelegd door de ITU. Zowel het kiesplan als de interwerkingsregels dienen te worden opgesteld door het Instituut. Het eerste cijfer in de presentatie van een nationaal nummer is het meest significante cijfer. Belanghebbende partijen zoals operatoren, dienstenleveranciers en sommige privé-bedrijven kunnen aan het Instituut nummerreeksen vragen voor bepaalde diensten. Binnen een breed kader hebben ze de mogelijkheid om een keuze te maken voor bepaalde reeksen en een bepaalde hoeveelheid capaciteit. De cijfers van een toegangscommunicatiecode voor een operator of dienstenleverancier kunnen het eerste gedeelte vormen van een reeks van cijfers om de eindbestemming op een ander netwerk aan te duiden. Dit kan gebeuren volgens een eenstaps- of tweestapsprocedure. Bij de eerste wordt het volledige nummer doorgegeven aan het ontvangende netwerk samen met de identificatie van de oproeper. In de tweestapsprocedure wordt het spraakpad gebruikt om de bijkomende vereiste informatie te vervoeren. De Engelse begrippen « administration management domain », « relative distinguished names », « issuer identifier numbers » worden in het Nederlands vertaald als administratieve beheersysteemnamen, relatief verdeelde namen, identificatie nummers van de uitreikende instantie. Bovendien wordt via artikel 10 de beschikkingen 91/396/EG en 92/264/EG omgezet.

Artikel 16 bepaalt dat het voor de nooddiensten wenselijk is dat de oproeper zich kenbaar maakt via het telefoonnummer. Het Instituut kan hiervoor de nodige technische voorwaarden opleggen. Bovendien wordt via dit artikel de beschikking 91/396/EG omgezet.

Artikel 17 moet de controle en eventuele sancties betreffende dit besluit mogelijk maken.

Artikel 18 beschrijft de betalingsvoorwaarden.

Artikel 19 beschrijft de noodzakelijke overgangsmaatregelen.

Artikelen 20 tot en met 23 behoeven geen commentaar.

Antwoord en commentaar op het advies van de Raad van State.

Het advies van de Raad van State werd gevolgd. Echter, in artikel 5 dient de aanvrager voor het bekomen van een reservering van nummeringscapaciteit nog niet te beschikken over een wettelijke toelating om een telecommunicatiedienst uit te baten. Deze procedure heeft als doel om potentieel geïnteresseerde kandidaten de nodige garanties te geven omtrent de beschikbaarheid van nummeringscapaciteit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar  
De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 19 juin 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la gestion du plan de numérotation", a donné le 29 septembre 1997 l'avis suivant :

## Observations générales

1. Le projet doit être adapté afin de satisfaire aux exigences de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications. L'octroi d'une capacité de numérotation doit en effet être considérée comme une autorisation d'utiliser certains numéros. Une telle autorisation est expressément visée à l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, a), de la directive.

En particulier, le projet devra être complété par des dispositions précisant le délai raisonnable dans lequel l'Institut belge des services postaux et des télécommunications sera tenu de notifier sa décision au demandeur d'une capacité de numérotation, et offrant à l'attributaire d'une telle capacité la possibilité d'exposer son point de vue et de remédier aux insuffisances constatées lorsque l'Institut envisage de retirer l'attribution pour non-respect des conditions imposées par le projet (article 9, paragraphes 2 et 4 de la directive).

2. L'arrêté en projet doit être formulé, autant que faire se peut, dans des termes clairs et compréhensibles pour tout un chacun. Un tel souci de clarté et de facilité de compréhension se justifie d'autant plus en l'espèce que le texte en projet concerne une matière fort technique et qu'il constitue une réglementation de base.

## Observations particulières

## Préambule

Alinéa 1<sup>er</sup> (devenant l'alinéa 4).

Les textes de même intensité visés au préambule doivent l'être dans leur ordre chronologique, en commençant par le plus ancien. En conséquence, compte tenu de l'ajout d'alinéas nouveaux, l'alinéa 1<sup>er</sup> devient l'alinéa 4.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1<sup>er</sup>).

Il convient de viser le texte originel - et non le texte modificatif - ainsi que l'article précis de ce texte en application duquel est pris l'arrêté en projet. En conséquence, il y a lieu de rédiger l'alinéa de la manière suivante :

« Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 3<sup>ter</sup>, inséré par la directive 96/2/CE du 16 janvier 1996 et complété par la directive 96/19/CE du 13 mars 1996; ».

Alinéas 2 et 3 (nouveaux).

Il convient de viser, dans deux alinéas nouveaux, la décision 91/396/CE du Conseil, du 29 juillet 1991, relative à la création d'un numéro d'appel d'urgence unique européen, ainsi que la décision 92/264/CE du Conseil, du 11 mai 1992, relative à l'adoption d'un préfixe commun pour l'accès au réseau téléphonique international dans la Communauté. -

L'article 10, § 1<sup>er</sup> et § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal en projet exécute en effet ces décisions.

Alinéa 5 (nouveau).

Il convient également de viser dans un nouvel alinéa la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil, du 30 juin 1997, relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert, notamment l'article 12.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 6).

Il convient d'écrire "inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996" au lieu de "introduit par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 transposant les obligations en matière de libre concurrence sur les marchés de télécommunications découlant des directives en vigueur de la Commission européenne;".

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 19 juni 1997 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende een verzoenings- en arbitrageprocedure voor het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie », heeft op 29 september 1997 het volgende advies gegeven :

## Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp dient te worden aangepast om te voldoen aan het bepaalde in richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten. Het verlenen van een nummeringscapaciteit moet immers worden beschouwd als een machtiging om gebruik te maken van bepaalde nummers. Naar zulk een machtiging wordt uitdrukkelijk verwezen in artikel 7, lid 1, a), van de richtlijn.

Het ontwerp zal moer in het bijzonder moeten worden aangevuld met bepalingen die preciseren wat de redelijke termijn is binnen welke het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zijn beslissing dient bekend te maken aan de aanvrager van een nummeringscapaciteit, en waarbij aan de verkrijgen van zulk een capaciteit de mogelijkheid wordt geboden zijn standpunt uiteen te zetten en de tekortkomingen weg te werken die zijn vastgesteld wanneer het Instituut van zins is de vergunning in te trekken wegens niet-naleving van de voorwaarden die worden opgelegd door het ontwerp (artikel 9, leden 2 en 4 van de richtlijn).

2. Het ontworpen besluit dient zoveel mogelijk in duidelijke en voor iedereen bevattelijke bewoordingen te worden gesteld. Zulk een streven naar duidelijkheid en bevattelijkheid is in dezen der te meer gerechtvaardigd omdat de ontworpen tekst betrekking heeft op een zeer technische aangelegenheid en basisregelgeving is.

## Bijzondere opmerkingen

## Aanhef

Eerste lid (dat het vierde lid wordt).

De regelingen van dezelfde rangorde die in de aanhef aangehaald worden, behoren naar tijdsorde te worden gerangschikt, te beginnen met de oudste. Bijgevolg en mede wegens de toevoeging van nieuwe leden wordt het eerste lid het vierde lid.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt).

Er dient te worden verwezen naar de oorspronkelijke tekst - en niet naar de wijzigingsregeling - en naar het precieze artikel van die tekst met toepassing waarvan het ontworpen besluit wordt vastgesteld. Dientengevolge moet het lid als volgt worden gesteld :

« Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 met betrekking tot de invoering van de volledige mededinging op de markten voor telecommunicatie, inzonderheid op artikel 3<sup>ter</sup>, ingevoegd bij richtlijn 96/2/EG van 16 januari 1996 en aangevuld bij richtlijn 96/19/EG van 13 maart 1996; ».

Tweede en derde lid (nieuw).

In twee nieuwe leden dient te worden verwezen naar beschikking 91/396/EG van de Raad van 29 juli 1991 inzake invoering van een gemeenschappelijk Europees oproepnummer voor hulpdiensten en naar beschikking 92/264/EG van de Raad van 11 mei 1992 inzake de invoering van een gemeenschappelijk internationaal toegangsnummer voor het telefoonverkeer in de Gemeenschap.

Artikel 10, § 1 en § 5, tweede lid, van het ontworpen koninklijk besluit geeft immers uitvoering aan die beschikkingen.

Vijfde lid (nieuw).

Er dient tevens in een nieuw lid te worden verwezen naar richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision, inzonderheid op artikel 12.

Derde lid (dat het zesde lid wordt).

Men schrijve "... sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 105bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996;" in plaats van « ... sommige overheidsbedrijven, meer bepaald artikel 105bis, ingevoegd door het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 tot omzetting van de verplichtingen die, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Commissie van de Europese Gemeenschap; ».

Alinéas 5 et 6 (devenant les alinéas 8 et 9).

L'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget doivent être visés avec leur date.

Alinéa 10 (nouveau).

L'article 105bis, alinéa 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques prévoit que la forme et les conditions de l'attribution et du retrait de la capacité de numérotation sont fixées par le Roi sur proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. De l'avis rendu par l'Institut en date du 27 mai 1997, il ressort que « l'IBPT ayant préparé le projet peut marquer son accord sur le contenu du texte... ».

Dès lors que le projet fixe effectivement certaines conditions pour l'attribution et le retrait de la capacité de numérotation, il convient d'insérer au préambule un alinéa formulé comme suit :

« Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications; ».

Alinéa 7.

L'alinéa 7 du préambule est à omettre.

Alinéas 11 et 12 (nouveaux)

En cas de demande d'avis dans le délai d'un mois, il convient de mentionner les deux alinéas qui suivent dans le préambule :

« Vu la délibération du Conseil des Ministres du 30 mai 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 septembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

#### Proposant

Après l'indication du ministre proposant, il y a lieu d'écrire "Nous avons arrêté et arrêtons : " au lieu de "Nous avons décidé et décidons : ".

#### Dispositif

##### Chapitre premier

Le numérotage du premier chapitre d'un texte ne se fait pas en chiffres cardinaux romains. Il convient d'écrire en toutes lettres "Chapitre premier".

#### Article 1<sup>er</sup>

Dans le 4<sup>o</sup> et le 5C, les mots "dans le présent arrêté" sont superflus.

#### Chapitre II

Dans l'intitulé du chapitre, les mots "applicables aux chapitres 3 à 9" sont superflus.

#### Article 2

1. L'article 105bis, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 prévoit déjà que "l'attribution de capacité de numérotation par l'Institut a lieu de manière objective, transparente et non discriminatoire". En outre, les mots "et les principes successivement de la réservation, de l'attribution et du retrait éventuel" sont superflus et dépourvus de valeur normative, dès lors qu'il résulte à suffisance des articles 4 à 9 du projet qu'une capacité de numérotation est, dans un premier temps, réservée à un opérateur, avant de lui être attribuée, puis, le cas échéant, retirée. Le paragraphe 2 autorise le ministre, sur la proposition de l'Institut à imposer des modifications et des ajouts à la structure des plans de numérotation. En vertu de l'article 105bis, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, c'est au Roi qu'il appartient de fixer la structure de base des plans de numérotation. Tel est d'ailleurs l'objet des chapitres III et suivants du présent projet. Quant à l'Institut, il est chargé de l'établissement et éventuellement de la modification des plans de numérotation (article 105bis, alinéa 1<sup>er</sup>, première phrase). si le projet entend déléguer au ministre le pouvoir de modifier la structure de base, ces modifications ne peuvent porter que sur des points de détail, qu'il convient de préciser dans les dispositions des chapitres III et suivants du présent projet. A l'intérieur de cette structure de base, c'est à l'Institut que la loi a confié la mission d'apporter des modifications aux plans de numérotation.

Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 seront dès lors omis et la numérotation des paragraphes suivants revue en conséquence.

Vijfde en zesde lid (die het achtste en het negende lid worden).

Bij de verwijzing naar het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevindingen van de Minister van Begroting dient de datum te worden vermeld.

Tiende lid (nieuw).

Naar luid van artikel 105bis, derde lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt de Koning de vorm en de voorwaarden voor toewijzing en intrekking van de nummeringscapaciteit op voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. In het advies van het Instituut van 27 mei 1997 staat te lezen dat "het BIPT welke het ontwerp heeft voorbereid (...) zijn akkoord [kan] geven aan de inhoud van de tekst (...)".

Aangezien in het ontwerp daadwerkelijk een aantal voorwaarden voor toekenning en intrekking van de nummeringscapaciteit worden vastgesteld, dient in de aanhef een lid te worden ingevoegd, luidende :

« Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie; ».

Zevende lid.

Het zevende lid van de aanhef dient te vervallen.

Elfde en twaalfde lid (nieuw).

In geval van een aanvraag om advies binnen een termijn van één maand moeten de volgende twee leden worden opgenomen in de aanhef :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad van 30 mei 1997 over de aanvraag om een door de Raad van State binnen de termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 september 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

#### Voordrachtformulier

In de Franse tekst schrijve men na de vermelding van de voordragende minister "Nous avons arrêté et arrêtons : " in plaats van "Nous avons décidé et décidons : ".

#### Bepalend gedeelte

##### Hoofdstuk I

In het Frans wordt het eerste hoofdstuk van een tekst niet door middel van Romeinse hoofdtelwoorden genummerd. Men schrijve voluit "Chapitre premier".

#### Artikel 1

In 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> zijn de woorden "in dit besluit" overbodig.

#### Hoofdstuk II

In het opschrift van het hoofdstuk zijn de woorden "van toepassing op de hoofdstukken 3 tot 9" overbodig.

#### Artikel 2

1. Artikel 105bis, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 bepaalt reeds dat "de allocatie van nummeringscapaciteit door het Instituut (...) op objectieve, transparante en niet-discriminerende wijze gebeurt". Bovendien zijn de woorden "volgens de principes van achtereenvolgens de reservering, toewijzing en eventuele intrekking" overbodig en hebben ze geen regelgevende kracht, aangezien uit de artikelen 4 tot 9 van het ontwerp genoegzaam blijkt dat aanvankelijk een nummeringscapaciteit voor een operator wordt gereserveerd alvorens ze hem wordt toegewezen en vervolgens in voorkomend geval hem wordt ontnomen. Krachtens paragraaf 2 mag de minister, op voorstel van het Instituut, voorschrijven de structuur van de nummeringsplannen te wijzigen of er iets aan toe te voegen. Ingevolge artikel 105bis, eerste lid, tweede zin, komt het aan de Koning toe de basisstructuur van de nummeringsplannen te bepalen. Dat is trouwens het onderwerp van de hoofdstukken III en volgende van dit ontwerp. Het Instituut is belast met de vaststelling en eventuele wijziging van de nummeringsplannen (artikel 105bis, eerste lid, eerste zin). Indien het ontwerp ertoe strekt de bevoegdheid om de basisstructuur te wijzigen over te dragen aan de minister, kunnen die wijzigingen slechts op details betrekking hebben die moeten worden gepreciseerd in de bepalingen van de hoofdstukken III en volgende van dit ontwerp. Binnen die basisstructuur is het Instituut er krachtens de wet mee belast de nummeringsplannen te wijzigen.

De paragrafen 1 en 2 dienen bijgevolg te vervallen en de volgende paragrafen moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

2. Le paragraphe 3 semble être la transposition maladroite de l'article 21 de la directive 95/62/CEE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 1995, relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale qui, en son paragraphe 2, prévoit une publication. Il importe, dès lors, de préciser dans l'arrêté la forme que doit prendre cette publication.

Par ailleurs, les seules restrictions prévues par la directive ont trait à la sécurité nationale, il n'y est pas fait référence à l'ordre public. Le texte doit être revu sur ces deux points pour être rendu conforme à la directive.

En ce qui concerne le paragraphe 5, le Conseil d'état observe que le Roi n'est pas habilité à établir des règles dérogatoires à celles qui figurent dans le Code civil en matière de responsabilité.

#### Article 3

Le texte gagnerait à être rédigé plus simplement de manière à ce que sa portée soit aisément compréhensible par l'utilisateur.

#### Article 5

L'article 5 stipule de manière fort confuse à la fois les conditions et les formes d'une demande de réservation d'une capacité de numérotation.

Tel qu'il est formulé, les seules conditions paraissent être que les demandes soient formulées par un opérateur ou un fournisseur habilité à fournir des services de télécommunications, que les droits prévus à l'article 18 soient préalablement acquittés, et qu'un ensemble d'informations soient fournies.

Le paragraphe 2 précise toutefois que ces informations à fournir sont nécessaires à une évaluation et énumère une liste de points à évaluer, le dernier étant "d'autres éléments que l'Institut juge pertinents".

Il en résulte qu'il est impossible pour le demandeur d'introduire une demande "valable" en connaissance de cause, puisque la liste des informations à fournir dépend "des éléments que l'Institut juge pertinents".

Il est rappelé qu'en vertu de l'article 105bis précité, c'est au Roi qu'il appartient de fixer les conditions d'attribution de capacité de numérotation. Si le projet entend laisser un certain pouvoir discrétionnaire à l'Institut pour apprécier si les conditions sont remplies, il doit toutefois définir avec précision quels sont les critères à prendre en considération.

La disposition examinée doit dès lors être totalement réécrite, en distinguant, tout d'abord, les conditions pour qu'une demande de réservation puisse être examinée par l'Institut (à savoir qu'elle émane d'une personne visée à l'article 4, qu'elle soit adressée par envoi recommandé, que les droits visés à l'article 18 soient préalablement acquittés et qu'elle soit accompagnée d'un certain nombre d'informations à déterminer), ensuite, les conditions à remplir pour qu'une réservation de capacité de numérotation puisse être accordée (parmi lesquelles pourrait figurer l'obligation de satisfaire à toute demande d'informations complémentaires), et enfin les critères à prendre en considération par l'Institut pour accorder des réservations de plans de numérotation, ainsi que pour établir l'ordre des priorités lorsque plusieurs demandes portent sur la même capacité de numérotation.

Les dispositions relatives à la durée de validité d'une réservation sont incompréhensibles. L'article 5, § 3, cinquième phrase, précise en effet qu'une réservation expire automatiquement un an après la date de réservation, si durant cette période aucune attribution effective n'est intervenue. Le paragraphe 5 prévoit qu'une réservation peut être renouvelée chaque année moyennant une nouvelle demande, mais que la date de la première réservation est considérée comme date de la réservation, ce qui, combiné avec la disposition du paragraphe 3, précité, a pour conséquence de priver la prolongation de tout effet.

Selon le fonctionnaire délégué, le but poursuivi par cette disposition serait de permettre à un demandeur d'obtenir une prolongation de sa réservation au-delà d'un an, tout en conservant l'ordre de priorité qui lui avait été accordée lors de l'acceptation de sa demande initiale. Le texte sera dès lors revu afin de mieux traduire les intentions de l'auteur du projet.

2. Paragraaf 3 is blijkbaar de onhandige omzetting van artikel 21 van richtlijn 95/62/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 1995 inzake de toepassing van "Open Network Provision" (ONP) op spraaktelefonie, waarvan het tweede lid publicatie voorschrijft. Bijgevolg is het van belang in het besluit nader te bepalen welke vorm die bekendmaking dient te hebben.

Bovendien hebben de enige beperkingen die in de richtlijn worden gesteld betrekking op de nationale veiligheid en is er geen sprake van de openbare orde. De tekst dient te worden herzien wat die twee punten betreft, teneinde hem in overeenstemming te brengen met de richtlijn.

In verband met paragraaf 5 doet de Raad van State opmerken dat de Koning niet gemachtigd is om regels te geven die afwijken van die welke in het Burgerlijk Wetboek worden gegeven inzake aansprakelijkheid.

#### Artikel 3

Het zou beter zijn de tekst eenvoudiger te stellen opdat de gebruiker gemakkelijk de draagwijdte ervan zal begrijpen.

#### Artikel 5

In artikel 5 wordt vrij onduidelijk bepaald wat de voorwaarden en de vormen zijn van een aanvraag voor reservering van nummeringscapaciteit.

In de huidige lezing van artikel 5, blijken de enige voorwaarden te zijn dat de aanvragen moeten worden ingediend door een operator of een dienstverstreker die gemachtigd is om telecommunicatiediensten te verstrekken, dat de in artikel 18 vastgestelde rechten vooraf worden betaald en dat een samenstel van informatie wordt verstrekt.

In paragraaf 2 wordt echter gepreciseerd dat die informatie nodig is voor een evaluatie en wordt een opsomming gegeven van punten die moeten worden geëvalueerd, waarvan het laatste luidt : "andere elementen die het Instituut relevant acht".

Daaruit vloeit voort dat het voor de aanvrager onmogelijk is om desbewust een "geldige" aanvraag in te dienen, aangezien de hoeveelheid te verstrekken informatie afhangt van de "elementen die het Instituut relevant acht".

Er wordt aan herinnerd dat krachtens het voormelde artikel 105bis het aan de Koning toekomt de voorwaarden voor toewijzing van nummeringscapaciteit te stellen. Indien het ontwerp aan het Instituut een zekere discretionaire bevoegdheid wil toekennen om te bepalen of de voorwaarden vervuld zijn, dient het echter nauwkeurig vast te stellen welke criteria in ogenschouw moeten worden genomen.

De onderzochte bepaling dient derhalve volledig te worden herschreven en daarbij dient een onderscheid te worden gemaakt tussen, ten eerste de voorwaarden opdat een aanvraag voor reservering kan worden onderzocht door het Instituut (te weten : dat zij uitgaat van een persoon bedoeld in artikel 4, dat ze bij aangetekend schrijven wordt overgezonden, dat de in artikel 18 bedoelde rechten vooraf worden betaald en dat ze gepaard gaat met een aantal te bepalen inlichtingen), ten tweede de voorwaarden die vervuld moeten zijn om opdat een reservering van nummeringscapaciteit kan worden toegestaan (waarvan de verplichting om in te gaan op elke aanvraag om aanvullende informatie deel zou kunnen uitmaken), en tenslotte de criteria die door het Instituut in overweging moeten worden genomen om reserveringen van nummeringsplannen toe te staan en om de volgorde van voorrang vast te stellen wanneer verschillende aanvragen betrekking hebben op dezelfde nummeringscapaciteit.

De bepalingen betreffende de geldigheidsduur van een reservering zijn onbegrijpelijk. Artikel 5, § 3, vijfde zin, bepaalt immers dat een reservering automatisch vervalt één jaar na de reserveringsdatum indien inmiddels geen daadwerkelijke toewijzing heeft plaatsgehad. Paragraaf 5 bepaalt dat een reservering elk jaar kan worden verlengd op voorwaarde dat een nieuwe aanvraag wordt ingediend, maar dat de datum van de eerste reservering wordt beschouwd als reserveringsdatum, wat in onderling verband gelezen met de voormelde bepaling van paragraaf 3, tot gevolg heeft dat de verlenging geen enkele uitwerking meer heeft.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou die bepaling ertoe strekken een aanvrager de mogelijkheid te bieden een verlenging van zijn reservering van meer dan een jaar te verkrijgen en daarbij de volgorde van voorrang te behouden die hem was toegestaan bij de aanvraag van zijn aanvankelijke aanvraag. De tekst dient dus te worden herzien teneinde de bedoelingen van de steller van het ontwerp beter weer te geven.

En conclusion, l'article 5 devra être entièrement revu pour tenir compte de ces observations ainsi que de celle faite ci-après au sujet des articles 6 et 7.

#### Articles 6 et 7

Il ressort de l'article 9 du projet, ainsi que du rapport au Roi (1), que les capacités de numérotation sont attribuées pour une durée limitée. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il convient de préciser quelle en est la durée et comment celle-ci est fixée. Si cette durée doit figurer dans la demande, il convient de le préciser à l'article 5.

Par ailleurs, au lieu de prévoir à l'article 6, § 2, les conditions pour qu'une attribution reste valable et à l'article 7, les cas dans lesquels la capacité de numérotation est retirée, mieux vaut prévoir dans une seule disposition toutes les hypothèses dans lesquelles l'attribution prend fin, en ce compris l'échéance du terme de l'attribution.

En ce qui concerne l'article 6, § 2, 2°, les mots "sous-attribution" et "demandeur initial" prêtent à confusion. Ils pourraient en effet aussi bien viser la cession d'une capacité de numérotation à un tiers que l'utilisation de cette capacité par l'attribution d'un numéro déterminé à un utilisateur final (2). Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit de l'attribution d'un numéro déterminé à un utilisateur final. Cette disposition doit en conséquence être réécrite et doit davantage préciser en quoi consiste le "contrôle" envisagé.

#### Article 8

L'attribution d'une capacité de numérotation consiste en une autorisation administrative d'utiliser un certain nombre de numéros pour l'exploitation d'un service de télécommunications. Il va dès lors de soi que cette capacité d'attribution ne peut faire l'objet d'un droit de propriété quel qu'il soit. La circonstance que le bénéficiaire peut, à son tour, attribuer une certaine partie de sa capacité de numérotation à ses clients, éventuellement contre paiement, ne modifie pas la nature de son droit puisque, par définition le droit d'utiliser une capacité de numérotation consiste à attribuer ces numéros à des utilisateurs finaux. Cette "sous-attribution" n'empêche pas "cession" ou "transfert" du droit attribué par l'Institut au demandeur, ce dernier restant le titulaire de son autorisation administrative d'attribuer ou de retirer à des utilisateurs le ou les numéros faisant partie de sa capacité de numérotation.

A la lecture du rapport au Roi, la dernière phrase de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, semble vouloir viser à la fois l'hypothèse où une partie de la capacité de numérotation est "sous-attribuée" à des utilisateurs finaux et celle où l'attributaire céderait à un tiers son exploitation d'un service de télécommunications. Dans le premier cas, il ne s'agit en réalité que d'une utilisation par le demandeur de sa capacité de numérotation et les conditions mises pour celle-ci (à savoir l'utilisation des numéros pour les objectifs déclarés dans la demande) paraissent suffisantes. Dans la deuxième hypothèse, il ne peut être admis que les conditions d'attribution de la capacité de numérotation ne soient pas fixées par le Roi, mais par l'Institut, puisque l'article 105bis prévoit que c'est le Roi qui fixe les conditions d'attribution.

Il convient, dès lors, de se limiter dans cette disposition à prévoir qu'en cas de cession par le demandeur de l'exploitation de son service, de télécommunications pour lequel une capacité de numérotation a été attribuée, celle-ci est attribuée au cessionnaire, pour autant que ce dernier soit lui-même habilité à exploiter ce service et moyennant déclaration préalable à l'Institut (3).

#### Article 10

Au paragraphe 3, il convient de mieux formuler le début du 1°. La formulation suivante est proposée : "le code de communication 800 est attribué pour les numéros dont les frais d'appel sont entièrement à charge des appelés".

(1) Rapport au Roi, p. 6, deuxième alinéa.

(2) Sur cette distinction, voir l'observation faite sous l'article 8.

(3) Comparer avec l'article 89, § 7, de la loi du 21 mars 1991 qui prévoit que "la cession d'un service non réserve de télécommunications est libre, moyennant déclaration à l'Institut, au plus tard sept jours après la cession, par lettre recommandée à la poste... ».

Het besluit is dan ook dat artikel 5 volledig moet worden herzien om rekening te houden met die opmerkingen en met die welke hierna wordt gemaakt over de artikelen 6 en 7.

#### Artikelen 6 en 7

Uit artikel 9 van het ontwerp en uit het verslag aan de Koning (1) blijkt dat de nummeringscapaciteiten voor een beperkte duur worden toegewezen. Indien zulks de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient nader te worden bepaald wat de duur ervan is en hoe die wordt vastgesteld. Indien de duur moet worden vermeld in de aanvraag, moet dat in artikel 5 worden bepaald.

Overigens zou het, in plaats van in artikel 6, § 2, de voorwaarden te bepalen opdat een toewijzing geldig blijft en in artikel 7 de gevallen vast te stellen waarin de nummeringscapaciteit wordt ingetrokken, beter zijn in een enkele bepaling alle gevallen vast te stellen waarin de toekenning ten einde komt, met inbegrip van de vervaldag van de termijn van toewijzing.

Wat artikel 6, § 2, 2°, betreft, leiden de woorden "verdere toewijzing" en "originele aanvragen" tot verwarring. Ze kunnen immers evenzeer betrekking hebben op de overdracht van een nummeringscapaciteit aan een derde als op het gebruik van die nummeringscapaciteit door de toewijzing van een bepaald nummer aan een eindgebruiker (2). Volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om de toewijzing van een bepaald nummer aan een eindgebruiker. Derhalve dient die bepaling te worden herschreven en duidelijker te stellen waarin de geplande "controle" bestaat.

#### Artikel 8

De toewijzing van een nummeringscapaciteit is een administratieve machtiging om gebruik te maken van een aantal nummers voor de exploitatie van een telecommunicatiedienst. Het ligt dus voor de hand dat op die toegewezen capaciteit niet enig eigendomsrecht toepasselijk kan zijn. De omstandigheid dat de begunstigde op zijn beurt een bepaald gedeelte van zijn nummeringscapaciteit aan zijn cliënten mag toewijzen, eventueel tegen betaling, wijzigt niet de aard van zijn recht, aangezien het recht om een nummeringscapaciteit te gebruiken per definitie bestaat in het toewijzen van die nummers aan eindgebruikers. Die "verdere toewijzing" brengt geen "afstand" of "overdracht" van het door het Instituut aan de aanvrager toegekende recht met zich, omdat die aanvragen houder blijft van zijn administratieve machtiging om aan gebruikers het nummer dat deel uitmaakt van zijn nummeringscapaciteit, respectievelijk de nummers die daarvan deel uitmaken, toe te wijzen of te ontnemen.

Als men er het verslag aan de Koning op naleest, lijkt de laatste zin van artikel 8, § 1, zowel betrekking te hebben op het geval waarbij een deel van de nummeringscapaciteit "verder" wordt toegewezen aan eindgebruikers, als op het geval waarbij de persoon aan wie nummeringscapaciteit is toegewezen zijn exploitatie van een telecommunicatiedienst aan een derde overdraagt. In het eerste geval gaat het in feite alleen om het gebruik dat de aanvragen maakt van zijn nummeringscapaciteit en lijken de daaraan verbonden voorwaarden (namelijk het gebruik van nummers voor de in de aanvraag opgegeven doelstellingen) voldoende. In het tweede geval kan niet worden aanvaard dat de voorwaarden voor de toekenning van de nummeringscapaciteit niet door de Koning maar door het Instituut worden vastgesteld, aangezien de voorwaarden voor de toewijzing krachtens artikel 105bis door de Koning worden vastgesteld.

In die bepaling behoort men er zich dan ook toe te beperken voor te schrijven dat wanneer de aanvrager de exploitatie van zijn telecommunicatiedienst waarvoor nummeringscapaciteit is toegewezen afstaat, die nummeringscapaciteit aan de cessionaris wordt toegewezen voor zover deze zelf gemachtigd is die dienst te exploiteren en mits daarvan vooraf bij het Instituut aangifte wordt gedaan (3).

#### Artikel 10

In paragraaf 3 dient de aanhef van onderdeel 1° beter te worden geformuleerd. De volgende formulering wordt voorgesteld : "communicatiecode 800 wordt toegewezen voor de nummers waarvan de gesprekskosten volledig door de opgeroepene worden gedragen".

(1) Verslag aan de Koning, bladzijde 6, tweede alinea.

(2) Zie omtrent dit onderscheid de opmerking over artikel 8.

(3) Vergelijk met artikel 89, § 7, van de wet van 21 maart 1991, dat bepaalt dat "de overdracht van een niet-gereserveerde dienst... vrij (is), voor zover ze wordt aangegeven bij het Instituut ten laatste zeven vrije dagen na de overdracht, bij een ter post aangetekende brief,..." ».

## Chapitre V et article 12

Il est observé que le texte français de l'intitulé du chapitre V énonce : "Services de messagerie électronique" et le texte néerlandais "Elektronische berichtendiensten", tandis que dans le texte néerlandais de l'article 12 les mots "systèmes de messagerie électronique" du texte français ont été rendus par "elektronische boodschappendiensten".

## Article 13

Il convient d'insérer les mots "de l'Union Internationale des Télécommunications" à la fin du paragraphe 1<sup>er</sup>. Ces mêmes mots peuvent être supprimés à la fin de la première phrase du paragraphe 2.

## Article 17

L'alinéa 2 sera adapté pour tenir compte de l'observation générale n° 1.

## Article 18

1. Il convient d'écrire "francs" au lieu de "FB".
2. Les règles énoncées dans le paragraphe 5 figurent déjà à l'article 5, §§ 1<sup>er</sup> et 6.
3. Le paragraphe 6 serait mieux rédigé comme suit :  
« § 6 Les droits visés au paragraphe 2 sont payés avant le 31 janvier de l'année pour laquelle ils sont dus. L'année de l'attribution de la capacité de numérotation, ils sont réduits proportionnellement au nombre de mois entiers restant à courir à la date d'attribution et payés dans les trente jours de cette date. » .

4. Au paragraphe 7, l'intérêt réclamé au-delà du taux légal constitue une surtaxe qui n'est pas autorisée par l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991, dès lors qu'elle n'est pas due du fait de l'utilisation de la capacité de numérotation.

En outre la deuxième phrase de ce paragraphe est superflue.

5. Au paragraphe 9, les mots "aucune suspension ni..." seront omis dès lors qu'aucune disposition du projet ne prévoit que la capacité de numérotation peut être suspendue.

## Article 19

Le paragraphe 1<sup>er</sup>, et plus particulièrement les deuxième, troisième et quatrième phrases, est rédigé de manière tellement confuse qu'il est impossible de comprendre quelles sont les obligations des détenteurs de capacité de numérotation en matière de réservation et de droits à acquitter.

Dans un souci de clarté et de concision, la formulation de cet article devrait être revue.

## Article 21

Les mots exacts à supprimer qui figurent à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, - sont les suivants : "en ce compris la gestion du plan de numérotation". Il y a lieu d'adapter en conséquence l'article 21 en projet.

## Observations finales

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. L'observation vaut pour la plupart des articles du projet.

2. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

## Hoofdstuk V en artikel 12

De aandacht wordt erop gevestigd dat in het opschrift van hoofdstuk V het Franse "Services de messagerie électronique" is vertaald door "Elektronische berichtendiensten", terwijl in artikel 12 "systèmes de messagerie électronique" is vertaald door "elektronische boodschappensystemen". In hoofdstuk V schrijft men "Elektronische postdiensten" en in artikel 12 "systemen van elektronische post".

## Artikel 13

In paragraaf 1, in fine, dienen de woorden "van de Internationale Telecommunicatie Unie" te worden ingevoegd. Diezelfde woorden mogen worden weggelaten in paragraaf 2, eerste zin, in fine.

## Artikel 17

Het tweede lid dient te worden aangepast op basis van algemene opmerking nr. 1.

## Artikel 18

1. Men schrijft "frank" in plaats van "BF".
2. De in paragraaf 5 gestelde regels zitten reeds vervat in artikel 5, §§ 1 en 6.
3. Paragraaf 6 zou beter als volgt worden gesteld :  
« § 6. De rechten genoemd in paragraaf 2 worden betaald voor 31 januari van het jaar waarvoor ze verschuldigd zijn. Tijdens het jaar waarin de nummeringscapaciteit wordt toegewezen, worden de verschuldigde rechten gereduceerd in verhouding tot het aantal volle maanden dat dit jaar op de dag van toewijzing nog telt en betaald binnen dertig dagen na die datum. » .

4. In paragraaf 7 vormt de intrest die bovenop het wettelijke tarief wordt gekist een heffingstoelag waarin artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 niet voorziet, aangezien die toeslag niet verschuldigd is door het gebruik van de nummeringscapaciteit.

Bovendien is de tweede zin van deze paragraaf overbodig.

5. In paragraaf 9 dienen de woorden "Geen enkele schorsing of intrekking" te worden vervangen door de woorden "Geen intrekking", aangezien geen enkele bepaling van het ontwerp voorschrijft dat de nummeringscapaciteit kan worden geschorst.

## Artikel 19

Paragraaf 1, en inzonderheid de tweede, derde en vierde zin ervan, is zo verward gesteld dat onmogelijk kan worden uitgemaakt welke verplichtingen inzake reservering en te kwijten rechten aan de houders van nummeringscapaciteit worden opgelegd.

Met het oog op duidelijkheid en beknoptheid zou de formulering van dit artikel moeten worden herzien.

## Artikel 21

In de Franse tekst van artikel 15, § 1, van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten zijn de te schrappen woorden de volgende, en ce compris la gestion du plan de numérotation". Het ontworpen artikel 21 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

## Slotopmerkingen

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden ingedeeld wanneer elke paragraaf uit slechts een lid bestaat. Deze opmerking geldt voor de meeste artikelen van het ontwerp.

2. De Nederlandse tekst van het ontwerp is slecht, onder meer door het gebruik van een inconsistente terminologie.

Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, de volgende voorstellen gedaan voor een correcter taalgebruik in het ontwerp.

In het hele ontwerp vervangt men de woorden "uitbaten", "uitbater" en "uitlating" door de woorden "exploiteren", "exploitant" en "exploitatie", alsook "bekomen" door "verkrijgen".

In het vierde lid van de aanhef schrijft men "Gelet op het koninklijk besluit" in plaats van "Gelet het Koninklijk Besluit" en dienen de woorden "meer bepaald" te worden vervangen door het woord "inzonderheid".

Wat artikel 1, 1°, betreft, zij erop gewezen dat het woord "prefix" in het Nederlands niet de betekenis lijkt te hebben die er in het ontwerp aan wordt gegeven.

In artikel 1, 3°, schrijft men "afgekort als" in plaats van "afgekort".



In artikel 1, 4° en 5°, schrijf men "refereren aan" in plaats van "refereren naar".

In artikel 6, § 1, moet het woord "ingebruikname" worden vervangen door het woord "ingebruikneming". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 5, derde lid.

In artikel 6, § 2, 3°, vervang men het woord "modaliteiten" door de woorden "nadere regels".

In artikel 7, eerste lid, schrijf men "de bepalingen van" in plaats van "de bepalingen opgenomen in".

In artikel 7, tweede lid, dient het woord "kan" te worden vervangen door het woord "kunnen" en moet het woord "middels" vervangen worden door de woorden "door middel van".

In artikel 7, vierde lid, schrijf men "tijdens welke" in plaats van "tijdens dewelke".

In artikel 8, § 1, schrijf men "de voorwaarden vastgesteld door en met toestemming van" in plaats van "de voorwaarden en mits toestemming van".

In artikel 9 schrijf men "in een dergelijk geval" in plaats van "in dergelijk geval".

In artikel 10, § 1, schrijf men : "De internationale toegangscode" in plaats van "De internationale prefix".

In artikel 10, § 5, eerste lid, vervang men de woorden "operator- en dienstenleverancierstoegangscommunicatiecodes" door de woorden "toegangscommunicatiecodes voor operatoren of dienstverstrekkers". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 18, § 1, 7° en § 2, 7°. Bovendien zij erop gewezen dat het woord "dienstenleverancier" in het Nederlands niet bestaat.

De laatste zin van artikel 10, § 5, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld : "In het kader van Europese of internationale ontwikkelingen kan het Instituut op die laatste beperking uitzonderingen toestaan. » .

In artikel 10, § 5, tweede lid, vervang men de woorden "enkel en alleen" door het woord "alleen". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 5, derde lid.

In artikel 10, § 5, tweede lid, moet het woord "commercieel" vervangen worden door het woord "commercieel" en schrijf men "100, 101 en 112" in plaats van "100, 101, 112".

In artikel 10, § 5, derde lid, dient het woord "aangewezen" te worden vervangen door het woord "vastgestelde".

In artikel 10, § 5, derde lid, vervang men de woorden "minstens drie weken voorafgaand aan hun ingebruikname genotificeerd te worden aan het Instituut" door de woorden "ten minste drie weken voor hun ingebruikneming aan het Instituut te worden medegedeeld".

In artikel 10, § 7, schrijf men : "... en die bedoeld in § 4... » .

In artikel 10, § 8, dient het woord "gedefinieerd" te worden vervangen door het woord "vastgesteld".

In artikel 10, § 10, vervang men het woord "deze" door het woord "die".

In artikel 13, § 2, schrijf men "telefoongidssystemen" zonder koppelteken en "andere" in plaats van "ander".

In hoofdstuk VIII schrijf men : "Interoperabiliteit » in plaats van "Interwerking".

Artikel 15 zou als volgt gesteld moeten worden :

« Art. 15. Nadere regels omtrent de interoperabiliteit van de verschillende nummeringsplannen worden gegeven door het Instituut volgens de internationale ITU-aanbevelingen. » .

In artikel 17, eerste lid, moeten de woorden "ten einde" worden vervangen door het woord "teneinde".

In artikel 17, tweede lid, schrijf men : "... waarna het Instituut de nummeringscapaciteit intrekt".

In artikel 18, § 1, 7°, is het woord "dienstenleveranciertoegangscommunicatiecode" niet alleen incorrect, doordat "dienstenleverancier" in het Nederlands ongebruikelijk is, maar bovendien onleesbaar, doordat het veel te lang is. Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In artikel 18, § 8, schrijf men "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

In artikel 19, § 1, schrijf men "gelijkgesteld met" in plaats van "gelijkgesteld aan" alsook "Het jaarlijkse beheerrecht" in plaats van "Het jaarlijks beheerrecht".

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck, P. Lienardy, conseillers d'Etat;

P. Gothot, J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation;

Mme Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Amelynck et exposée par Mme F. Carlier, référendaires adjoints.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

#### 10 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal relatif à la gestion du plan de numérotation

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 3ter, inséré par la directive 96/2/CE du 16 janvier 1996 et complété par la directive 96/19/CE du 13 mars 1996;

Vu la décision 91/396/CE du Conseil du 29 juillet 1991 relative à la création d'un numéro d'appel d'urgence unique européen;

Vu la décision 92/264/CE du Conseil du 11 mai 1992, relative à l'adoption d'un préfixe commun pour l'accès au réseau téléphonique international dans la Communauté;

Vu la directive 95/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1995 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale, notamment l'article 21;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 105bis, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, notamment les articles 10, § 1<sup>er</sup> et 15, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 1997;

Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et télécommunications;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 30 mai 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 septembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE PREMIER. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le cadre du présent arrêté les définitions suivantes sont d'application :

1° Préfixe : indicateur qui ne fait pas partie du numéro, qui est composé d'un ou plusieurs chiffres, et qui permet soit la sélection des différents types de formats de numéro, que sont les numéros locaux, nationaux et internationaux, soit la sélection de réseaux de transit et de services;

2° Code de communication : code composé d'un ou plusieurs chiffres caractérisant une zone géographique, un type de service de télécommunication, un opérateur ou un prestataire de services;

3° L'Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. », créé par l'article 71 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck, P. Lienardy, staatsraden;

P. Gothot, J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, adjunct-auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld door de heer C. Amelynck en toegelicht door Mevr. F. Carlier, adjunct-referendarissen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

#### 10 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit betreffende het beheer van het nummeringsplan

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 met betrekking tot de invoering van de volledige mededinging op de markten voor telecommunicatie, inzonderheid op artikel 3ter, ingevoegd bij richtlijn 96/2/EG van 16 januari 1996 en aangevuld bij richtlijn 96/19/EG van 13 maart 1996;

Gelet op de beschikking 91/396/EG van de Raad van 29 juli 1991 inzake de invoering van een gemeenschappelijk Europees oproepnummer voor hulpdiensten;

Gelet op de beschikking 92/264/EG van de Raad van 11 mei 1992 inzake de invoering van een gemeenschappelijk internationaal toegangsnummer voor het telefoonverkeer in de Gemeenschap;

Gelet op richtlijn 95/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 1995 inzake de toepassing van « Open Network Provision » (ONP) op spraaktelefonie, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 105bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM mobilfoonnetten, inzonderheid de artikelen 10, § 1 en 15, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 1997;

Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 30 mei 1997 over de aanvraag om een door de Raad van State binnen de termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 september 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** In het kader van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Prefix : een indicator, die geen deel uitmaakt van het nummer, die uit een of meer cijfers bestaat, en die de selectie mogelijk maakt van de verschillende types van nummerformaten zijnde lokale, nationale en internationale nummerformaten, van transitnetwerken en diensten;

2° Communicatiecode : een code bestaande uit een of meer cijfers die een bepaald geografisch gebied, type van telecommunicatiedienst, operator of dienstenleverancier karakteriseren;

3° Het Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort als « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 71 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

4° Les recommandations E, X et Q : les recommandations qui se rapportent aux règles en matière de numérotation imposées par l'Union Internationale des Télécommunications, secteur de normalisation;

5° Normes E, X et Q : les normes qui se rapportent aux protocoles en matière de connexion des réseaux imposées par l'Union Internationale des Télécommunications, secteur de normalisation;

6° Plan de composition des numéros : série de règles imposées pour réaliser un appel.

## CHAPITRE II. — Principes généraux et procédures

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La procédure d'attribution de la capacité de numérotation se déroule de manière transparente et non discriminatoire, selon des critères objectifs et les principes successivement de la réservation, de l'attribution, et du retrait éventuel.

§ 2. L'Institut est chargé de la constatation, l'ajout et l'éventuelle modification des plans de numérotation dans le cadre des dispositions des chapitres trois à neuf.

Les éléments principaux définis à l'alinéa précédent sont publics et disponibles auprès de l'Institut sur simple demande. L'Institut fait référence à ces éléments principaux au *Moniteur belge*. Dans l'intérêt de la sécurité nationale, la capacité de numérotation destinée à des fins policières et de défense n'est pas rendue publique.

§ 3. Les plans de numérotation sont établis de manière à ce que l'identification des services génériques l'emporte sur celle des opérateurs et fournisseurs de services.

§ 4. Les dommages éventuels subis à la suite de changements de numéros ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une indemnisation.

**Art. 3.** Les utilisateurs finals de télécommunications sur le territoire belge peuvent uniquement être identifiés en utilisant la capacité de l'espace de numérotation nationale, à l'exception des utilisateurs finals visés à l'alinéa 2 du présent article.

Les usagers des services mobiles en situation de roaming ne doivent pas satisfaire à l'exigence posée à l'alinéa premier du présent article. En outre, le Ministre peut, dans le cadre de développements européens ou internationaux, prévoir des exceptions supplémentaires à l'alinéa premier du présent article.

**Art. 4.** La capacité de l'espace de numérotation national pour l'exploitation des télécommunications peut uniquement être attribuée aux opérateurs et fournisseurs de services habilités à fournir des services, conformément aux dispositions légales en matière de télécommunications et de radiocommunications.

Pour des services spécifiques, définis par le Ministre sur proposition de l'Institut, la capacité de numérotation peut être attribuée directement à des personnes physiques ou morales autres que les opérateurs ou prestataires de services. La liste de ces services est publiée par l'Institut au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut examine toute demande de réservation de capacité de numérotation si les conditions suivantes sont remplies :

1° la demande est adressée à l'Institut par lettre recommandée à la poste et doit être datée et signée par la personne souhaitant exploiter la capacité de numérotation ou en son nom;

2° le demandeur qui représente une personne physique ou morale doit spécifier son titre et justifier son mandat;

3° la demande contient le nom du demandeur, son adresse complète et, le cas échéant, l'adresse d'exploitation en Belgique;

4° les frais de dossier destinés à couvrir les frais d'examen de la demande de réservation, visée à l'article 18 du présent arrêté, doivent être payés à l'avance;

5° la demande doit contenir toutes les informations prévues à l'alinéa suivant.

Afin de permettre à l'Institut de mener l'examen selon les critères énumérés au troisième alinéa, le demandeur doit mettre gratuitement à sa disposition les informations suivantes, qui seront considérées comme confidentielles :

1° une énumération claire du type et de la quantité de capacité de numérotation souhaitée;

4° E-, X-, Q.- aanbevelingen : de aanbevelingen die refereren aan de regels inzake nummering opgelegd door de Internationale Telecommunicatie Unie, sector normalisatie;

5° E-, X-, Q.- standaards : de standaards die refereren aan de protocols inzake koppeling van netwerken opgelegd door de Internationale Telecommunicatie Unie, sector normalisatie;

6° Kiesplan : een reeks van regels die opgelegd worden om een oproep tot stand te laten komen.

## HOOFDSTUK II. — Algemene principes en procedures

**Art. 2.** § 1. De toewijzingsprocedure voor nummeringscapaciteit gebeurt op transparante en niet-discriminerende wijze volgens objectieve criteria, volgens de principes van achtereenvolgens de reservering, toewijzing en eventuele intrekking.

§ 2. Het Instituut is belast met de vaststelling, de toevoeging en eventuele wijziging van de nummeringsplannen binnen de nadere regels van hoofdstuk drie tot en met negen.

De in vorig lid bepaalde hoofdelementen zijn openbaar en verkrijgbaar bij het Instituut op eenvoudige aanvraag. Het Instituut verwijst naar deze hoofdelementen in het *Belgisch Staatsblad*. In het belang van de nationale veiligheid wordt de nummeringscapaciteit die voor politieke en defensiedoeleinden is bestemd, niet openbaargemaakt.

§ 3. Nummeringsplannen worden zo opgebouwd dat de identificatie van generieke diensten primeert op die van operatoren en dienstenleveranciers.

§ 4. Eventuele schade die geleden wordt door veranderingen van nummers kan in geen enkel geval aanleiding geven tot schadevergoeding.

**Art. 3.** Eindgebruikers van telecommunicatie op het Belgische grondgebied mogen enkel geïdentificeerd worden door gebruik te maken van capaciteit uit de nationale nummeringsruimte, met uitzondering van de in lid 2 van dit artikel bedoelde eindgebruikers.

Eindgebruikers van mobiele diensten in roaming-toestand hoeven niet aan de voorwaarde bepaald in lid 1 van dit artikel te voldoen. Bovendien kan de Minister, in het kader van Europese of internationale ontwikkelingen verdere uitzonderingen op lid 1 van dit artikel vaststellen.

**Art. 4.** Capaciteit uit de nationale nummeringsruimte voor de exploitatie van telecommunicatie kan enkel worden toegewezen aan operatoren en dienstenleveranciers die conform de wettelijke bepalingen inzake telecommunicatie en radiocommunicatie gemachtigd zijn om diensten aan te bieden.

Voor specifieke, door de Minister op voorstel van het Instituut bepaalde diensten, kan rechtstreeks nummeringscapaciteit toegewezen worden aan natuurlijke of rechtspersonen, andere dan operatoren of dienstenleveranciers. De lijst met deze diensten wordt door het Instituut gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** § 1. Het Instituut onderzoekt elke aanvraag voor reservering van nummeringscapaciteit indien voldaan is aan volgende voorwaarden :

1° de aanvraag wordt gedaan bij een ter post aangetekende brief aan het Instituut en moet gedagtekend en ondertekend zijn door of in naam van de persoon die de nummeringscapaciteit wenst te exploiteren;

2° de aanvrager die een natuurlijk persoon of een rechtspersoon vertegenwoordigt, moet zijn titel specificeren en zijn mandaat rechtvaardigen;

3° de aanvraag bevat de naam van de aanvrager, het volledig adres van deze persoon alsook in voorkomend geval het adres van waaruit de exploitatie in België zal plaatsvinden;

4° de dossierkosten bestemd om de kosten te dekken van het onderzoek van de reserveringsaanvraag, bepaald in artikel 18 van dit besluit, moeten vooraf worden betaald;

5° de aanvraag moet alle informatie bevatten zoals bepaald in volgend lid.

Teneinde het Instituut toe te laten het onderzoek te voeren volgens de criteria opgesomd in het derde lid, dient de aanvrager gratis de volgende informatie, die als vertrouwelijk zal worden beschouwd, ter beschikking te stellen :

1° een duidelijke opgave van de gewenste soort en hoeveelheid nummeringscapaciteit;

2° une description détaillée des :

- services et applications utilisant cette capacité de numérotation;
- éléments de réseau technique et leurs relations réciproques;
- principes de routage à mettre en oeuvre;
- besoins futurs de capacité de numérotation;
- principes de tarification si le demandeur le juge utile;
- principes que le demandeur mettra en oeuvre pour attribuer la capacité de routage obtenue à ses utilisateurs finals;

3° le demandeur doit démontrer qu'il n'y a pas d'alternative technique et/ou commerciale valable que d'exploiter ses services et ses applications avec la capacité de numérotation demandée;

4° l'évolution dans le temps de l'information demandée sous le 2°;

5° le demandeur doit démontrer qu'il satisfait aux dispositions du présent arrêté.

La demande sera évaluée par l'Institut sur la base des critères suivants :

1° la bonne gestion de la capacité de numérotation considérée comme une ressource limitée;

2° la nécessité de disposer d'une capacité de numérotation suffisante pour anticiper les besoins futurs;

3° l'effort pour arriver à une compatibilité optimale entre les plans de numérotation des différents demandeurs;

4° les réservations déjà obtenues;

5° la faculté de satisfaire aux développements européens et internationaux;

6° la faculté de satisfaire aux accords, recommandations et normes internationaux en la matière;

7° les limitations techniques et l'implémentation concrète;

8° l'impact sur les plans de numérotation d'autres demandeurs;

9° les frais éventuels;

10° les aspects du routage;

11° les aspects concernant les principes de tarification;

12° les aspects géographiques;

13° les alternatives possibles;

14° les intérêts de l'utilisateur final, y compris la facilité d'emploi;

15° les exigences spécifiques des services de secours;

16° l'impact commercial.

La capacité de numérotation ne peut pas être réservée s'il n'est pas satisfait aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. Si l'Institut accède à la demande, la capacité de numérotation est réservée. En conséquence la capacité de numérotation peut uniquement être attribuée au demandeur initial et aux fins spécifiées dans sa demande. La date à laquelle la demande est considérée comme valable, est considérée comme date de réservation. La réservation peut être annulée par le demandeur lui-même. La réservation expire automatiquement un an après la date de réservation, si durant cette période aucune attribution effective ou prolongation selon le § 4 n'est intervenue.

§ 3. Si deux ou plusieurs demandeurs demandent la même capacité de numérotation, le demandeur qui a introduit la première demande valable bénéficiera des droits primaires. Si plusieurs demandes valables sont introduites le même jour pour une même capacité de numérotation, l'Institut organisera une conciliation pour l'attribution des droits primaires, secondaires, tertiaires, et suivants.

§ 4. Toute réservation peut être renouvelée chaque année, moyennant une nouvelle demande valable au plus tard un mois avant l'expiration de la réservation précédente. Si cette prolongation est acceptée, la date de la première réservation est considérée comme la date de réservation.

§ 5. L'Institut doit notifier sa décision au demandeur dans un délai de 2 mois après la date de réception de la demande.

2° een omstandige omschrijving van :

- de diensten en toepassingen die van deze nummeringscapaciteit gebruik maken;

- de technische netwerkelementen en hun onderlinge relatie;

- de te hanteren routeringsprincipes;

- de toekomstige behoeften aan nummeringscapaciteit;

- de tarifieringsprincipes indien de aanvrager dit relevant vindt;

- de principes die de aanvrager zal hanteren om de verkregen nummeringscapaciteit verder toe te wijzen aan zijn eindgebruikers;

3° de aanvrager moet aantonen dat er geen volwaardige technische en of commercieel aanvaardbare alternatieven zijn om zijn diensten en toepassingen te exploiteren dan met de aangevraagde nummeringscapaciteit;

4° de evolutie in de tijd van de gevraagde informatie in 2°;

5° de aanvrager moet aantonen te voldoen aan de bepalingen van dit besluit.

De aanvraag zal door het Instituut worden geëvalueerd aan de hand van volgende criteria :

1° het goede beheer van de nummeringscapaciteit als beperkte hulpbron;

2° de behoefte om voldoende nummeringscapaciteit beschikbaar te hebben om te anticiperen op toekomstige vereisten;

3° het streven naar een zo groot mogelijke compatibiliteit tussen de nummeringsplannen van de verschillende aanvragers;

4° de reeds verkregen reserveringen;

5° de mogelijkheid om te voldoen aan Europese en internationale ontwikkelingen;

6° de mogelijkheid om te voldoen aan relevante internationale akkoorden, aanbevelingen en standaards;

7° de technische beperkingen en praktische implementeerbaarheid;

8° de impact op nummeringsplannen van andere aanvragers;

9° de eventuele kosten;

10° impact op de routing;

11° impact inzake tarifieringsprincipes;

12° geografische impact;

13° de mogelijke alternatieven;

14° de belangen van de eindgebruiker inclusief de gebruiksvriendelijkheid;

15° de specifieke vereisten van nooddiensten;

16° de commerciële impact.

Nummeringscapaciteit kan niet worden gereserveerd als niet wordt voldaan aan de bepalingen van dit besluit.

§ 2. Indien het Instituut de aanvraag inwilligt wordt de nummeringscapaciteit gereserveerd. Bijgevolg kan de nummeringscapaciteit enkel worden toegewezen aan de oorspronkelijke aanvrager en voor de in zijn aanvraag gespecificeerde doeleinden. Als reserveringsdatum wordt de datum genomen van de geldige aanvraag. De reservering kan door de aanvrager zelf worden geannuleerd. De reservering vervalt automatisch één jaar na de reserveringsdatum indien in deze periode geen effectieve toewijzing of verlenging volgens § 4 is gebeurd.

§ 3. Indien twee of meer aanvragers dezelfde nummeringscapaciteit aanvragen, gaan de primaire rechten naar de aanvrager die als eerste in de tijd een geldige aanvraag heeft gedaan. Indien op dezelfde dag verscheidene geldige aanvragen voor dezelfde nummeringscapaciteit worden ingediend, zal het Instituut voor de toekenning van de primaire, secundaire, tertiaire, en volgende rechten een verzoening organiseren.

§ 4. Een reeds gedane reservering kan ieder jaar verlengd worden, mits opnieuw een geldige aanvraag wordt gedaan ten laatste één maand voor het vervallen van de vorige reservering. Indien deze verlenging gunstig wordt beoordeeld, dan wordt de datum van de eerste reservering genomen als reserveringsdatum.

§ 5. Het Instituut dient zijn beslissing bekend te maken aan de aanvrager binnen een termijn van 2 maanden na de datum van ontvangst van de aanvraag.

Si l'Institut estime que la demande est incomplète ou s'il souhaite des renseignements ou éclaircissements complémentaires, il en informe le demandeur. Le délai dont l'Institut dispose sur la base de l'alinéa précédent est abrogé pendant la période dont le demandeur a besoin pour adapter sa demande. Cette période ne peut excéder un mois. Si, à l'issue de cette période, le demandeur n'a pas adapté sa demande, celle-ci est considérée comme inexistante.

Le refus de réservation est motivé par l'Institut. Il ne donne pas droit à un remboursement des frais de dossier.

§ 6. Les modifications éventuelles aux informations fournies en application du présent article doivent être communiquées à temps à l'Institut.

**Art. 6.** La capacité de numérotation est seulement attribuée si pendant le délai de réservation la capacité de numérotation est effectivement mise en service pour les objectifs déclarés. La date de mise en service est communiquée à l'Institut au moins trois jours à l'avance.

L'attribution de capacité de numérotation reste uniquement valable si toutes les conditions suivantes sont réunies :

1° la capacité de numérotation attribuée est uniquement utilisée pour les objectifs spécifiés dans la demande initiale;

2° la sous-attribution à l'utilisateur final est contrôlée par le demandeur initial;

3° les droits annuels sont réglés selon les modalités définies à l'article 18 du présent arrêté;

4° le demandeur tient une statistique sur le pourcentage utilisé de la capacité attribuée et la remet périodiquement à l'Institut selon les règles que celui-ci a définies.

**Art. 7.** En cas de non-respect de l'article 4 du présent arrêté, l'attribution de capacité de numérotation est retirée par l'Institut.

Il peut être renoncé à la demande de réservation et à l'attribution de capacité de numérotation par lettre recommandée adressée à l'Institut.

L'Institut retire la capacité de numérotation qui n'est plus utilisée.

L'Institut détermine le délai pendant lequel la capacité de numérotation dont l'attribution a été retirée ne peut être réservée.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La capacité du plan de numérotation national ne peut pas devenir la propriété des demandeurs ou des utilisateurs finals. Elle ne peut être protégée par un droit de propriété industriel ou intellectuel. Elle est attribuée par l'Institut pour une durée limitée qui correspond à la durée d'exploitation du service ou de l'application.

Lorsque le demandeur cède l'exploitation de son service de télécommunications pour lequel de la capacité de numérotation est attribuée, cette capacité de numérotation est attribuée au cessionnaire pour autant que celui-ci soit autorisé à exploiter le service et qu'une déclaration dans ce sens ait été introduite préalablement à l'Institut.

§ 2. Toute information concernant la réservation, l'attribution et le retrait de la capacité de numérotation est publique et disponible auprès de l'Institut sur simple demande.

**Art. 9.** Toute demande de capacité de numérotation n'excédant pas 6 mois est toujours de priorité secondaire et ne peut être prolongée. Le droit annuel visé à l'article 18 du présent arrêté, est réduit de moitié.

### CHAPITRE III. — *Le plan de numérotation pour les services de téléphonie*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le plan international de numérotation pour le service de téléphonie est établi par l'Union Internationale des Télécommunications dans la série des recommandations E. Le code de pays attribué par l'Union Internationale des Télécommunications à la Belgique est le 32. Le préfixe international est « 00 ».

§ 2. Un numéro géographique national E.164 contient des informations sur le lieu où se trouve l'utilisateur. Les codes de communication géographiques, qui caractérisent une zone géographique en Belgique définie par le Ministre sur proposition de l'Institut, sont les chiffres les plus significatifs. Le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, modifier les frontières géographiques des zones. A cette fin, l'Institut doit consulter tous les opérateurs concernés. Les numéros géographiques sont attribués par séries de 10.000, donc les chiffres les moins significatifs, pour des services à portée géographique.

Indien het Instituut van oordeel is dat de aanvraag onvolledig is of indien het bijkomende inlichtingen of verduidelijkingen wenst, brengt het de aanvrager daarvan op de hoogte. De termijn waarover het Instituut beschikt op grond van vorig lid, wordt opgeschort gedurende de periode die de aanvrager nodig heeft om zijn aanvraag aan te passen. Die periode mag niet langer zijn dan één maand. Indien de aanvrager na afloop van deze periode zijn aanvraag niet heeft aangepast, wordt zijn aanvraag als onbestaande beschouwd.

Een weigering van reservering wordt door het Instituut gemotiveerd. Dit geeft geen recht tot terugbetaling van de dossierkosten.

§ 6. Eventuele wijzigingen op het vlak van de volgens dit artikel verstrekte informatie moeten aan het Instituut tijdig worden medegedeeld.

**Art. 6.** De nummeringscapaciteit wordt slechts toegewezen indien binnen de reserveringsperiode de nummeringscapaciteit effectief in gebruik wordt genomen voor de opgegeven doeleinden. De datum van ingebruikneming wordt minstens drie dagen voordien meegedeeld aan het Instituut.

De toewijzing van nummeringscapaciteit blijft slechts geldig indien tegelijk aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° de toegewezen nummeringscapaciteit wordt enkel gebruikt voor de doelstellingen gespecificeerd in de oorspronkelijke aanvraag;

2° de verdere toewijzing aan de eindgebruiker wordt gecontroleerd door de originele aanvrager;

3° de jaarlijkse rechten worden vereffend volgens de nadere regels bepaald in artikel 18 van dit besluit;

4° de aanvrager houdt een statistiek bij over het gebruikte percentage van de toegewezen capaciteit en levert die periodiek, volgens de regels opgelegd door het Instituut, aan deze laatste.

**Art. 7.** Indien niet langer voldaan wordt aan de bepalingen van artikel 4 van dit besluit wordt de nummeringscapaciteit door het Instituut ingetrokken.

De aanvraag voor reservering en de toewijzing van nummeringscapaciteit kan opgezegd worden door middel van een aangekend schrijven aan het Instituut.

Het Instituut trekt de niet langer meer gebruikte nummeringscapaciteit in.

Het Instituut bepaalt de periode tijdens welke de ingetrokken nummeringscapaciteit niet gereserveerd mag worden.

**Art. 8.** § 1. Capaciteit uit het nationale nummeringsplan kan geen eigendom worden van de aanvragers noch van de eindgebruikers. Ze kan niet beschermd worden door industrieel of intellectueel eigendomsrecht. Ze wordt door het Instituut toegewezen voor een beperkte periode die overeenstemt met de exploitatieduur van de dienst of toepassing.

Wanneer de aanvrager de exploitatie van zijn telecommunicatiedienst waarvoor nummeringscapaciteit is toegewezen afstaat, wordt deze nummeringscapaciteit toegewezen aan de cessionaris voor zover deze zelf gemachtigd is die dienst te exploiteren en mits daarvan vooraf bij het Instituut aangifte wordt gedaan.

§ 2. Alle informatie omtrent de gereserveerde, toegewezen en ingetrokken nummeringscapaciteit is openbaar en verkrijgbaar bij het Instituut op eenvoudige aanvraag.

**Art. 9.** Een aanvraag voor nummeringscapaciteit voor een periode van maximaal zes maanden is steeds ondergeschikt in prioriteit en kan niet verlengd worden. Het jaarlijks recht bepaald in artikel 18 van dit besluit wordt in een dergelijk geval gehalveerd.

### HOOFDSTUK III. — *Het nummeringsplan voor telefoondiensten*

**Art. 10.** § 1. Het internationale nummeringsplan voor de telefoon-dienst is vastgelegd door de Internationale Telecommunicatie Unie in de reeks E-aanbevelingen. De landencode die de Internationale Telecommunicatie Unie aan België heeft toegekend is 32. De internationale prefix is "00".

§ 2. Een geografisch nationaal E.164-nummer bevat informatie over de plaats van de gebruiker. De geografische communicatiecodes die een, door de Minister op voorstel van het Instituut gedefinieerd, geografisch deelgebied van België karakteriseren, zijn de meest significante cijfers. De Minister kan op voorstel van het Instituut de geografische grenzen van de zones wijzigen. Hiervoor moet het Instituut alle betrokken operatoren raadplegen. De geografische nummers worden in reeksen van 10.000, zijnde de minst significante cijfers, toegewezen voor diensten met geografische betekenis.

§ 3. Un numéro national E.164 non géographique ne contient pas d'informations sur le lieu de l'utilisateur. Il est composé d'un code de communication de trois chiffres et peut être utilisé aux fins suivantes :

1° le code de communication 800 est attribué au service dont les frais de communication pour les appels vers ces numéros sont entièrement à charge des appelés, et est destiné à tous les prestataires sur le marché. Ils reçoivent chaque fois des séries de 10.000 numéros. Les mêmes dispositions sont d'application à d'autres codes de communication qui sont utilisés pour des services où les frais de communication sont partagés entre l'appelant et l'appelé;

2° les codes de communication composés de deux chiffres après le chiffre le plus significatif qui est le 9, sont attribués aux exploitants de services d'information pour lesquels l'utilisateur terminal doit payer le contenu du message, outre le tarif de l'appel;

3° les codes de communication composés des deux chiffres après le chiffre le plus significatif qui est le 4, sont attribués aux exploitants de tous les services offrant la mobilité;

4° les codes de communication composés des deux chiffres après le chiffre le plus significatif qui est le 7, sont attribués au service des numéros personnels. Les prestataires sur le marché reçoivent des séries de 100.000 numéros.

§ 4. Les réseaux privés, virtuels ou non, d'une portée géographique étendue, peuvent sous des conditions et à un moment fixés par l'Institut recevoir un code de communication en deux chiffres après un même chiffre significatif.

§ 5. Les codes de communication d'accès des opérateurs ou prestataires de services sont des préfixes de quatre chiffres permettant d'atteindre des opérateurs ou prestataires de services selon un routage déterminé. Ils fournissent l'accès de manière uniforme, indépendamment du réseau, et sont attribués par code de communication d'accès. Ils commencent par le chiffre 1 suivi de trois chiffres, dont le deuxième ne peut être 0 ou 1. Des dérogations à cette dernière restriction peuvent être accordées par l'Institut dans le cadre de développements européens ou internationaux.

Seuls les services d'intérêt public sans but commercial ont droit à des numéros de trois chiffres. Il s'agit des numéros 100, 101 et 112 pour les services de secours. Le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, attribuer des numéros de trois chiffres à d'autres services d'intérêt public.

Des séries de numéros spécifiques de quatre chiffres, définies par l'Institut, sont attribuées aux entités visées à l'article 4 § 1<sup>er</sup> du présent arrêté pour les applications qui ne dépassent pas leurs propres limites de réseau et qui sont intimement liées à l'exploitation directe de leur offre de services. Ces numéros peuvent donc exclusivement être utilisés pour des applications internes, publiques ou non, telles que le signalement d'erreurs et la diffusion d'informations commerciales concernant l'offre de services propre. Ils sont gratuits, mais doivent être notifiés à l'Institut au moins trois semaines avant leur mise en service.

§ 6. Au besoin, l'Institut peut attribuer la capacité mentionnée à l'article 10, §§ 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté en fractions de dixièmes ou de centièmes.

§ 7. Le nombre de chiffres après les codes de communication attribués visés aux §§ 2, 3 et 4 du présent article, est fixe. Les codes géographiques et non géographiques, ainsi que ceux visés au § 4 du présent article, doivent donner accès à des services pour utilisateurs finals à des tarifs établis de telle manière que les tarifs pour les utilisateurs finals ne peuvent varier en fonction du numéro dans la capacité de numérotation attribuée. L'Institut peut y déroger.

§ 8. Le plan de composition des numéros est établi par l'Institut.

§ 9. Il est interdit de fournir des services au moyen d'autres codes de communication que ceux spécifiés ci-dessus.

§ 10. L'Institut peut attribuer des numéros d'essai et de routage aux entités visées à l'article 4 § 1<sup>er</sup> du présent arrêté. Ces numéros sont exclusivement destinés à des applications internes, non accessibles au public et gratuites.

§ 3. Een niet-geografisch nationaal E.164 nummer bevat geen informatie over de plaats van de gebruiker. Het bestaat uit een communicatiecode van drie cijfers en kan gebruikt worden voor verschillende doeleinden :

1° communicatiecode 800 wordt toegewezen voor de dienst waarvan de gesprekskosten voor oproepen naar dergelijke nummers volledig worden gedragen door de opgeroepene, en is bestemd voor alle aanbieders op de markt. Ze krijgen telkens reeksen van 10.000 nummers. Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op andere communicatie-codes die gebruikt worden voor diensten waar de gesprekskosten gedeeld worden tussen oproeper en opgeroepene;

2° de communicatiecodes, bestaande uit twee cijfers na het meest significante cijfer 9 worden toegewezen aan de exploitanten van informatiediensten waarbij de eindgebruiker naast de prijs voor de oproep ook dient te betalen voor de inhoud;

3° de communicatiecodes bestaande uit de twee cijfers na het meest significante cijfer 4 worden toegewezen aan de exploitanten van alle diensten die mobiliteit bieden;

4° de communicatiecodes bestaande uit de twee cijfers na het meest significante cijfer 7 worden toegewezen aan de dienst persoonlijke nummers. Aanbieders op de markt krijgen reeksen van 100.000 nummers.

§ 4. Al dan niet virtuele privé-netwerken met een ruim geografisch bereik kunnen na een tijdstip en onder voorwaarden die allebei door het Instituut worden bepaald, een tweecijferige communicatiecode toegewezen krijgen na éénzelfde significant cijfer.

§ 5. Operator- of dienstenleverancierstoegangscommunicatiecodes zijn viercijferige prefixen die het mogelijk maken om operatoren en dienstenleveranciers te bereiken volgens een welbepaalde routing. Ze geven op uniforme wijze toegang, onafhankelijk van het netwerk en worden toegewezen per toegangscommunicatiecode. Ze starten met het cijfer 1 gevolgd door drie cijfers, waarvan het tweede verschillend is van 0 of 1. In het kader van Europese- of internationale ontwikkelingen kan het Instituut op die laatste beperking uitzonderingen toestaan.

Alleen diensten van openbaar belang zonder enig commercieel doel hebben recht op driecijferige nummers. Dit zijn de nummers 100, 101 en 112 voor de nooddiensten. De Minister kan op voorstel van het Instituut driecijferige nummers toewijzen aan andere diensten van openbaar nut.

Welbepaalde door het Instituut vastgestelde specifieke reeksen van viercijferige nummers worden toegewezen aan de entiteiten zoals bepaald in artikel 4, § 1 van dit besluit voor toepassingen die hun eigen netwerkgrenzen niet overschrijden en die nauw verbonden zijn met de directe exploitatie van hun dienstenaanbod. Deze nummers mogen derhalve alleen gebruikt worden voor interne al dan niet publieke toepassingen, zoals het rapporteren van fouten en het geven van commerciële informatie over het eigen dienstenaanbod. Ze zijn gratis maar dienen wel ten minste drie weken vóór hun ingebruikneming aan het Instituut te worden medegedeeld.

§ 6. Het Instituut kan de in artikel 10, §§ 2, 3, 4 en 5 van dit besluit vermelde capaciteit, indien nodig, toekennen in fracties van tienden of honderdsten.

§ 7. Het aantal cijfers na de toegekende communicatiecodes zoals bedoeld in §§ 2, 3 en 4 van dit artikel is vast. De geografische en niet-geografische codes en die bedoeld in § 4 van dit artikel moeten toegang geven tot diensten voor de eindgebruikers zodanig dat de tarieven voor de eindgebruikers niet mogen variëren op grond van het nummer binnen de toegekende nummeringscapaciteit. Het Instituut kan hierop uitzonderingen toestaan.

§ 8. Het kiesplan wordt door het Instituut vastgesteld.

§ 9. Het is verboden om diensten aan te bieden via andere communicatiecodes dan hierboven gespecificeerd.

§ 10. Het Instituut kan test- en routeringsnummers toewijzen aan de entiteiten bepaald in artikel 4, § 1 van dit besluit. Die nummers zijn uitsluitend bedoeld voor interne toepassingen, niet toegankelijk voor het publiek en gratis.

CHAPITRE IV. — *Le plan de numérotation des services pour commutation de données par paquets*

**Art. 11.** La numérotation des réseaux publics pour données commutées par paquets est conforme à la recommandation X.121 de l'Union Internationale des Télécommunications. Les usagers sont identifiés au moyen de 14 chiffres maximum. Le numéro commence par un code d'identification du réseau données, en abrégé DNIC, comportant quatre chiffres.

La capacité de numérotation en dixièmes d'un DNIC pour l'identification d'un réseau public pour données peut seulement être attribuée à un réseau public pour données, interconnecté à au moins un autre réseau public pour données selon la norme X.75.

CHAPITRE V. — *Services de messagerie électronique*

**Art. 12.** Des « noms du domaine de gestion d'administration » sont attribués aux exploitants de systèmes de messagerie électronique reliés à au moins un autre prestataire de services semblable selon la norme X.400 de l'Union Internationale des Télécommunications. Ils doivent être uniques en Belgique.

CHAPITRE VI. — *Services d'annuaires électroniques*

**Art. 13.** L'Institut définit la partie belge de la structure arborescente du système d'annuaire électronique selon la norme X.500 de l'Union Internationale des Télécommunications.

Des « noms distinctifs relatifs » sont attribués aux exploitants de systèmes d'annuaires téléphoniques électronique connectés à au moins un autre prestataire de services de ce type selon la norme X.500 de l'Union Internationale des Télécommunications. Ils doivent être uniques en Belgique.

CHAPITRE VII. — *Autres mécanismes d'identification*

**Art. 14.** Les codes de communication de réseau dans le plan d'identification E.212 sont attribués chaque fois en centièmes de la capacité disponible aux exploitants de réseaux pour le roaming.

Les codes de points sémaphores internationaux sont attribués selon la norme Q.708 pour réaliser la connexion entre services de réseaux téléphoniques internationaux au moyen de liaisons n° 7.

Les codes de points sémaphores dans le plan de signalisation national nr. 7 sont attribués par l'Institut.

Les paramètres « OSI », « Open system interconnection » et les adresses « NSAP », « Network service access point » sont attribués selon les normes internationales en vigueur.

Les « numéros identificateurs d'entité émettrice » sont attribués selon la recommandation E.118.

CHAPITRE VIII. — *Interfonctionnement*

**Art. 15.** Les modalités d'interfonctionnement des différents plans de numérotation sont définies par l'Institut selon les recommandations internationales de l'UIT.

CHAPITRE IX. — *Les services de secours*

**Art. 16.** Les exploitants de réseaux et de services de télécommunications prennent toutes les précautions pour que les appels aux services de secours 100, 101 et 112 puissent être réalisés d'une manière aussi fiable que possible et être identifiables via le numéro de l'appelant.

Les services de secours prennent toutes les précautions pour que tous les numéros d'appel soient identifiables.

CHAPITRE X. — *Dispositions diverses*

**Art. 17.** Pour permettre le contrôle de l'application du présent arrêté, le demandeur met gratuitement à la disposition de l'Institut les informations nécessaires.

Lorsqu'il ressort du contrôle que les dispositions du présent arrêté ne sont pas respectées, cela donne lieu à une mise en demeure. L'intéressé dispose d'un mois après la réception d'une lettre recommandée de l'Institut pour exposer son point de vue et redresser ses manquements. En cas de manquements persistants l'Institut procède au retrait de la capacité de numérotation

HOOFDSTUK IV. — *Het nummeringsplan voor pakketgeschakelde datadiensten*

**Art. 11.** De nummering in publieke pakketgeschakelde datanetwerken voldoet aan de X.121-aanbeveling van de Internationale Telecommunicatie Unie. De gebruikers worden geïdentificeerd aan de hand van maximaal 14 cijfers. Het nummer start met een datanetwerkidentificatiecode, afgekort DNIC, dat bestaat uit vier cijfers.

Nummeringscapaciteit in tienden van een DNIC voor de identificatie van een publiek datanetwerk kan slechts toegewezen worden aan een publiek datanetwerk dat onderling gekoppeld is met minimaal één ander publiek datanetwerk volgens de X.75-standaard.

HOOFDSTUK V. — *Elektronische postdiensten*

**Art. 12.** « Administratieve beheersdomeinnamen » worden toegerekend aan de exploitanten van systemen van elektronische post die verbonden zijn met minstens een andere dergelijke dienstenaanbieder volgens de X.400-standaard van de Internationale Telecommunicatie Unie. Ze dienen uniek te zijn in België.

HOOFDSTUK VI. — *Elektronische telefoongidssystemen*

**Art. 13.** Het Instituut definieert het Belgische gedeelte van de boomstructuur van het elektronische telefoongidssysteem volgens de X.500-standaard van de Internationale Telecommunicatie Unie.

« Relatieve verdeelde namen » worden toegewezen aan de exploitanten van elektronische telefoongidssystemen die verbonden zijn met minstens een andere dergelijke dienstenaanbieder volgens de standaard X.500. Ze dienen uniek te zijn in België.

HOOFDSTUK VII. — *Andere identificatiemechanismen*

**Art. 14.** Netwerkcommunicatiecodes in het E.212-identificatieplan worden telkens in honderdsten van de beschikbare capaciteit toegewezen aan exploitanten van netwerken voor roaming-doeleinden.

Internationale signaleringspuntcodes worden toegewezen volgens de Q.708-standaard om de koppeling te realiseren van internationale telefoonnetwerkdiensten via nr. 7-verbindingen.

De signaleringspuntcodes in het nationale nr.7 signaleringsplan worden toegewezen door het Instituut.

De « OSI »-parameters voor « Open systeem interconnectie » en « NSAP » voor « Netwerk diensten toegangspunten » worden toegewezen volgens de van toepassing zijnde internationale standaards.

« Identificatienummers van de uitreikende instantie » worden toegewezen volgens de E.118 aanbeveling.

HOOFDSTUK VIII. — *Interwerking*

**Art. 15.** De interwerkingsmodaliteiten tussen de verschillende nummeringsplannen worden gedefinieerd door het Instituut volgens de internationale ITU-aanbevelingen.

HOOFDSTUK IX. — *De nooddiensten*

**Art. 16.** De exploitanten van telecommunicatienetwerken en -diensten nemen alle voorzorgsmaatregelen opdat de oproepen naar de nooddiensten 100, 101 en 112 tot stand kunnen komen met de grootste mogelijke betrouwbaarheid en identificeerbaar zijn via het nummer van de oproeper.

De nooddiensten nemen alle voorzorgsmaatregelen opdat alle oproepnummers identificeerbaar zijn.

HOOFDSTUK X. — *Diverse bepalingen*

**Art. 17.** Teneinde de controle op de uitvoering van dit besluit mogelijk te maken, stelt de aanvrager de nodige informatie en toegangen gratis ter beschikking van het Instituut.

Wanneer uit de controle blijkt dat de bepalingen van dit besluit niet worden nageleefd, geeft dit aanleiding tot een ingebrekestelling. De betrokkene beschikt over 1 maand na ontvangst van een aangetekend schrijven van het Instituut om zijn standpunt uiteen te zetten en zijn tekortkomingen weg te werken. Indien aan de tekortkoming niet wordt verholpen trekt het Instituut de nummeringscapaciteit in.

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** Les frais de dossier pour la réservation de capacité de numérotage conforme au Chapitre III du présent arrêté s'élèvent à :

1° 15.000 francs par série pour une demande conforme à l'article 10, § 2 du présent arrêté;

2° 50.000 francs par série pour une demande conforme à l'article 10, § 3, 1° du présent arrêté;

3° 50.000 francs par code de communication pour une demande conforme à l'article 10, § 3, 2° du présent arrêté;

4° 50.000 francs par code de communication pour une demande conforme à l'article 10, § 3, 3° du présent arrêté;

5° 50.000 francs par série pour une demande conforme à l'article 10, § 3, 4° du présent arrêté;

6° 50.000 francs par code de communication pour une demande conforme à l'article 10, § 4 du présent arrêté;

7° 50.000 francs par code de communication d'accès d'opérateur ou de fournisseur de services pour une demande conforme à l'article 10, § 5 du présent arrêté;

§ 2. Les droits annuels pour l'attribution de capacité de numérotage conforme au Chapitre III du présent arrêté s'élèvent à :

1° 5.000 francs par série pour une attribution conforme à l'article 10, § 2 du présent arrêté;

2° 250.000 francs par série pour une attribution conforme à l'article 10, § 3, 1° du présent arrêté;

3° 250.000 francs par code de communication pour une attribution conforme à l'article 10, § 3, 2° du présent arrêté;

4° 500.000 francs par code de communication pour une attribution conforme à l'article 10, § 3, 3° du présent arrêté;

5° 50.000 francs par série pour une attribution conforme à l'article 10, § 3, 4° du présent arrêté;

6° 500.000 francs par code de communication pour une attribution conforme à l'article 10, § 4 du présent arrêté;

7° 500.000 francs par code de communication d'accès d'opérateur ou de fournisseur de services pour une attribution conforme à l'article 10, § 5 du présent arrêté;

Si la capacité de numérotage conforme à l'article 10, § 6 du présent arrêté est attribuée en fractions, le droit annuel est proportionnellement diminué.

§ 3. En ce qui concerne l'attribution de capacité de numérotage conforme au Chapitre IV du présent arrêté, les frais de dossier s'élèvent à 1.500 francs et le droit annuel à 15.000 francs, chaque fois par dixième d'un DNIC.

§ 4. En ce qui concerne l'attribution de capacité de numérotage conforme aux Chapitres V, VI et VII du présent arrêté, les frais de dossier s'élèvent à 15.000 francs. Le droit annuel pour un code de points sémaphores internationaux s'élève à 500.000 francs.

§ 5. Les droits visés au paragraphe 2 sont payés avant le 31 janvier de l'année pour laquelle ils sont dus. L'année de l'attribution de la capacité de numérotation, ils sont réduits proportionnellement au nombre de mois entiers restant à courir à la date d'attribution et payés dans les trente jours de cette date.

§ 6. Les droits impayés à l'échéance fixée donnent lieu, de droit et sans mise en demeure, à un intérêt au tarif légal augmenté de 2%. Cet intérêt est calculé proportionnellement au nombre de jours calendrier de retard.

§ 7. Les montants des droits mentionnés dans le présent arrêté sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation. L'adaptation se fait en divisant l'indice du mois de novembre précédant le mois de janvier dans le courant duquel l'adaptation aura lieu, par l'indice du mois de novembre 1997. Pour le calcul du coefficient, celui-ci est arrondi au dix millièmes supérieur ou inférieur selon que le chiffre des cent millièmes atteigne ou non cinq. Après l'application du coefficient, les montants sont arrondis à la centaine de francs supérieure.

§ 8. Aucun retrait de la capacité de numérotation réservée ou attribuée ne donne lieu à une quelconque indemnisation, ni à un remboursement d'une partie ou de la totalité des droits mentionnés au présent arrêté.

**Art. 18. § 1.** De dossierkosten voor de reservering van nummeringscapaciteit overeenkomstig Hoofdstuk III van dit besluit bedragen :

1° 15.000 frank per reeks voor een aanvraag overeenkomstig artikel 10, § 2 van dit besluit;

2° 50.000 frank per reeks voor een aanvraag overeenkomstig artikel 10, § 3, 1° van dit besluit;

3° 50.000 frank per communicatiecode voor een aanvraag overeenkomstig artikel 10, § 3, 2° van dit besluit;

4° 50.000 frank per communicatiecode voor een aanvraag overeenkomstig artikel 10, § 3, 3° van dit besluit;

5° 50.000 frank per reeks voor een aanvraag overeenkomstig artikel 10, § 3, 4° van dit besluit;

6° 50.000 frank per communicatiecode voor een aanvraag overeenkomstig artikel 10, § 4 van dit besluit;

7° 50.000 frank per operator- of dienstenleveranciertoegangscommunicatiecode voor een aanvraag overeenkomstig artikel 10, § 5 van dit besluit;

§ 2. De jaarlijkse rechten voor de toewijzing van nummeringscapaciteit overeenkomstig Hoofdstuk III van dit besluit bedragen :

1° 5.000 frank per reeks voor een toewijzing overeenkomstig artikel 10, § 2 van dit besluit;

2° 250.000 frank per reeks voor een toewijzing overeenkomstig artikel 10, § 3, 1° van dit besluit;

3° 250.000 frank per communicatiecode voor een toewijzing overeenkomstig artikel 10, § 3, 2° van dit besluit;

4° 500.000 frank per communicatiecode voor een toewijzing overeenkomstig artikel 10, § 3, 3° van dit besluit;

5° 50.000 frank per reeks voor een toewijzing overeenkomstig artikel 10, § 3, 4° van dit besluit;

6° 500.000 frank per communicatiecode voor een toewijzing overeenkomstig artikel 10, § 4 van dit besluit;

7° 500.000 frank per operator- of dienstenleveranciers-toegangscommunicatiecode voor een toewijzing overeenkomstig artikel 10, § 5 van dit besluit;

Indien de nummeringscapaciteit overeenkomstig artikel 10, § 6 van dit besluit in fracties wordt toegekend, wordt het jaarlijks recht evenredig verminderd.

§ 3. Voor wat betreft de toewijzing van nummeringscapaciteit overeenkomstig Hoofdstuk IV van dit besluit, bedragen de dossierkosten 1.500 frank en het jaarlijks recht 15.000 frank, telkens per tiende van een DNIC.

§ 4. Voor wat betreft de toewijzing van nummeringscapaciteit overeenkomstig Hoofdstuk V, Hoofdstuk VI en Hoofdstuk VII, van dit besluit, bedragen de dossierkosten 15.000 frank. Het jaarlijks recht voor een internationale signaleringspuntcode bedraagt 500.000 frank.

§ 5. De rechten genoemd in paragraaf 2 worden betaald vóór 31 januari van het jaar waarvoor ze verschuldigd zijn. Tijdens het jaar waarin de nummeringscapaciteit wordt toegewezen, worden de verschuldigde rechten gereduceerd in verhouding tot het aantal volle maanden dat dit jaar op de dag van toewijzing nog telt en betaald binnen dertig dagen na die datum.

§ 6. Rechten die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum, geven, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, aanleiding tot een intrest tegen het wettelijke tarief verhoogd met 2%. Die intrest wordt berekend naar rato het aantal kalenderdagen achterstand.

§ 7. De bedragen van de rechten die in dit besluit zijn vermeld worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De aanpassing geschiedt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 1997. Bij de berekening van de coëfficiënt wordt deze afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al of niet vijf bereikt. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal franken.

§ 8. Geen intrekking van de gereserveerde of toegekende nummeringscapaciteit geeft aanleiding tot enige vergoeding, noch tot terugbetaling van het geheel of van een deel van de rechten bedoeld in dit besluit.



**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les personnes qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté utilisent une capacité de numérotation disposent en ce qui concerne cette capacité de numérotation d'un délai d'un mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Des frais de dossier sont facturés pour toute capacité de numérotation réservée après le 1<sup>er</sup> juin 1997. Le droit de gestion annuel est entièrement dû à partir de la date de publication du présent arrêté.

Les frontières zonales qui étaient d'application au 1<sup>er</sup> janvier 1997 restent inchangées. BELGACOM doit mettre des cartes des frontières zonales, à une précision déterminée par l'Institut, à la disposition de tous les opérateurs utilisant des numéros géographiques.

§ 2. Sur proposition de l'Institut, Le Ministre peut autoriser, pour des raisons techniques et dans l'intérêt de l'utilisateur final, pour une période transitoire, des exceptions aux principes contenus à l'article 10 du présent arrêté.

**Art. 20.** L'article 10, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, est abrogé.

**Art. 21.** A l'article 15, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM les mots « en ce compris la gestion du plan de numérotage » sont supprimés.

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 23.** Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,  
E. DI RUPO

**Art. 19.** § 1. Eenieder die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit gebruik maakt van nummeringscapaciteit, beschikt, voor wat betreft deze nummeringscapaciteit over een termijn van een maand vanaf deze datum, om aan de in dit besluit opgelegde voorwaarden te voldoen.

Voor alle nummeringscapaciteit gereserveerd na 1 juni 1997 worden dossierkosten aangerekend. Het jaarlijkse beheerrecht is volledig verschuldigd vanaf de datum van de bekendmaking van dit besluit.

De zongrenzen die van toepassing waren op 1 januari 1997 blijven ongewijzigd. BELGACOM dient kaarten met deze geografische grenzen met een nauwkeurigheid zoals bepaald door het Instituut ter beschikking te stellen van alle operatoren die gebruik maken van geografische nummers.

§ 2. De Minister kan, op voorstel van het Instituut, om technische redenen en in het belang van de eindgebruiker voor een overgangspe-riode uitzonderingen toestaan op de principes vervat in artikel 10 van dit besluit.

**Art. 20.** Artikel 10, § 1 van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten wordt opgeheven.

**Art. 21.** In artikel 15, § 1 van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten worden de woorden « met inbegrip van het beheer van het nummeringsplan », geschrapt.

**Art. 22.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 23.** Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
E. DI RUPO

F. 97 — 3110

[C - 97/14280]

**10 DECEMBRE 1997. — Arrêté royal approuvant la modification du contrat de gestion entre l'Etat belge et la Régie des télégraphes et des téléphones**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté vise à apporter une modification au contrat de gestion conclu entre l'Etat belge et la Régie des télégraphes et des téléphones, devenue aujourd'hui Belgacom.

L'article 3, §1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que les entreprises publiques autonomes exercent les missions de service public qui leur sont confiées par la loi et que ces missions sont définies dans un contrat de gestion conclu entre l'Etat belge et l'entreprise publique concernée. Ceci fit l'objet du contrat approuvé par l'arrêté royal du 19 août 1992 et publié au *Moniteur belge* du 4 septembre 1992. La transformation du statut de Belgacom d'entreprise publique autonome en société anonyme de droit public en vertu de l'arrêté royal du 16 décembre 1994 n'a pas modifié cette situation.

Le paragraphe 2, 5° de ce même article 3 de la loi du 21 mars 1991 stipule qu'au nombre des matières réglées par le contrat de gestion figurent « la fixation, le calcul et les modalités de paiement des indemnités éventuelles à verser par l'entreprise publique à l'Etat, notamment en ce qui concerne les avantages liés aux droits exclusifs éventuels de l'entreprise publique et, le cas échéant, les droits d'usage qui sont concédés par l'Etat à l'entreprise publique sur des biens ».

En application de cette disposition, le contrat de gestion conclu en 1992 porte en ses articles 23 et 24 des dispositions qui organisent le paiement à l'Etat de cette indemnité, indemnité liée au fait que Belgacom dispose de droits exclusifs dans une partie du marché des télécommunications.

N. 97 — 3110

[C - 97/14280]

**10 DECEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de wijziging van het beheerscontract tussen de Belgische Staat en de Regie van Telegrafie en Telefonie**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit is erop gericht een wijziging aan te brengen in het beheerscontract dat gesloten is tussen de Belgische Staat en de Regie van Telegrafie en Telefonie, dat nu Belgacom geworden is.

Artikel 3, § 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt dat een autonoom overheidsbedrijf de opdrachten van openbare dienst vervult die het door de wet zijn toevertrouwd en dat die opdrachten worden vastgelegd in een beheerscontract tussen de Staat en het betrokken overheidsbedrijf. Dat was het doel van het contract dat bij het Koninklijk Besluit van 19 augustus werd goedgekeurd en op 4 september 1992 in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt. De omvorming van het statuut van Belgacom van autonoom overheidsbedrijf in een naamloze vennootschap van publiek recht, krachtens het koninklijk besluit van 16 december 1994 heeft die situatie niet gewijzigd.

Paragraaf 2, 5° van datzelfde artikel 3 van de wet van 21 maart 1991 bepaalt dat één van de aangelegenheden die door het beheerscontract worden geregeld, bestaat in : « de vaststelling, de berekening en de betalingsmodaliteiten van gebeurlijke vergoedingen door het overheidsbedrijf te betalen aan de Staat, inzonderheid wat betreft de voordelen verbonden aan de gebeurlijke alleenrechten van het overheidsbedrijf en, in het voorkomend geval, de door de Staat aan het overheidsbedrijf verleende gebruiksrechten op goederen ».

Overeenkomstig deze bepaling bevat het in 1992 gesloten beheerscontract in zijn artikelen 23 en 24 bepalingen die de betaling van de vergoeding aan de Staat regelen, vergoeding die verbonden is aan het feit dat Belgacom over alleenrechten beschikt op een stuk van de telecommunicatiemarkt.